

automne
2017

n° 127

LES CARNETS DU TEMPS

Trimestriel d'information culturelle de l'aviateur

Les amitiés



L'histoire des relations entre la France et la Russie



Alexandre le Grand et Aristote



Les amitiés d'Émile Zola



ARMÉE DE L'AIR



Automne 2017

Centre études, réserves et
partenariats de l'Armée de l'air
(CERPA)

Directeur de la publication :
GBA Guillaume Letalenet

Rédacteur en chef :
Cdt Jean-Christophe Pitard-Bouet

Rédacteur en chef adjoint :
Ltt Ivan Sand

Rédacteurs du CERPA :
Adc Jean-Paul Talimi
Adj Fanny Boyer

Maquette :
M. Emmanuel Batisse
M. Philippe Bucher

Relecture :
Lcl (R) Danielle Emeras

Diffusion :
Mme Dalila Baziz
Cte Mathieu Cornu

Correspondance :
CERPA
1 place Joffre,
75700 PARIS SP 07 - BP 43
Tél. : 01 44 42 80 55
MTBA : 821 753 80 55
cerpa.air.defense.gouv.fr

Impression :
Imprimerie EDIACA (Établissement
d'impression, de diffusion et d'archi-
vage du commissariat des armées)

Tirage 2 500 exemplaires

Les opinions émises dans les articles
n'engagent que
la responsabilité des auteurs

TOUT DROIT DE REPRODUCTION RÉSERVÉ
ISSN 1769-452

Sommaire

Les amitiés

4

Géopolitique - Économie - Droit

- La France et la principauté de Monaco, une amitié pluriséculeaire
- Les coopérations intercommunales
- La naissance du jumelage entre les communes
- Les cadeaux diplomatiques en France et aux États-Unis
- L'histoire des relations entre la France et la Russie
- Le plan Marshall

14

Histoire - géographie

- L'union devient européenne (1945 -1957)
- Antoine et Cléopâtre, la reine et le général
- Alexandre le Grand et Aristote
- Amitié au sommet : le général de Gaulle et André Malraux
- Les salons aux XVII^e et XVIII^e siècles

26

Lettres - arts - société

- Le dadaïsme
- Michel de Montaigne et Étienne de La Boétie, visages de l'amitié
- Jean Marais et Jean Cocteau
- Les amitiés d'Émile Zola
- Le Bateau-Lavoir illumine la butte Montmartre
- Un avion s'écrase dans la steppe russe
- Tanguy et Laverdure

40

Histoire aéronautique - tradition

- La coopération spatiale
- La Cité des Étoiles : la pouponnière des exploits spatiaux soviétiques

44

Sciences et inventions

- Le Conseil de l'Arctique et ses paradoxes
- L'évolution de l'Arctique
- Foucault, Deleuze, Guattari : des hommes et des œuvres façonnés par la rencontre
- L'amitié, petit regard philosophique
- L'amitié en psychanalyse

REGARDS SUR...

56

Géopolitique - Économie - Droit

- La transformation du pays par l'industrie aéronautique : l'exemple de la ville d'Angers

58

Histoire - géographie

- Le bombardement de Guernica pendant la guerre d'Espagne
- 1917 : l'entrée en guerre des États-Unis d'Amérique
- Une petite histoire belge
- L'évolution territoriale de la Belgique

66

Lettres - Arts - Société

- Madame de Staël, pour une culture européenne
- Il y a 150 ans disparaissait Charles Baudelaire
- Humanité de Murillo, peintre du Siècle d'or
- La naissance de la statue de la Liberté

74

Sciences et inventions

- *Le Mirage III*
- L'infini existe-t-il ?
- Le Kevlar, une fibre aux mille vertus

Les amitiés



La France et la principauté de Monaco, une amitié pluriséculaire

L'amitié entre la France et Monaco se cultive au fil du temps. Comme toute amitié, elle connaît des hauts et des bas mais évolue irrémédiablement vers une communauté de destin au gré des événements historiques et des relations entre chefs d'État.

Le territoire monégasque est habité par les hommes depuis la nuit des temps comme le prouvent les découvertes successives de gisements humains qui remontent à 300 000 ans avant JC. La position avantageuse qu'offrent en Méditerranée son rocher et son port naturel attire divers peuples dont les Ligures, les Phéniciens, les Grecs et les Romains. Au Moyen-Âge, le Saint Empire romain germanique confie la souveraineté de Monaco à Gênes qui connaît alors un conflit interne entre guelfes (partisans du pape) et gibelins (partisans de l'Empereur). Ces derniers chassent les guelfes de Gênes qui, en représailles, prennent la forteresse de Monaco en 1297 sous les ordres de François Grimaldi, dit *Malizia*. Le nouveau seigneur de Monaco se place alors sous la protection du roi de France. L'indépendance de Monaco est reconnue par Charles VII à travers une « alliance perpétuelle » en vertu de laquelle les seigneurs puis les princes s'engagent à fournir des troupes en échange d'une protection contre les prétentions des puissances voisines. Ainsi commencent des siècles d'amitié franco-monégasque, entrecoupés par un protectorat espagnol entre 1524 et 1641, date à laquelle Honoré II obtient de Richelieu l'amitié protectrice du roi Louis XIII.

Honoré II acquiert dès lors le titre de prince et reçoit bon nombre de privilèges dus à son rang, aussi bien matériels et domaniaux qu'honorifiques (Louis XIV devient par exemple parrain du futur prince Louis I^{er}). L'amitié entre les deux monarchies persiste aussi bien à travers les intérêts étatiques qu'à travers les bonnes relations entre souverains. La Révolution française puis l'Empire montrent à quel point le destin des deux pays est désormais lié : la principauté est annexée tandis que des Grimaldi sont décapités et que d'autres perpétuent la tradition d'amitié militaire en servant dans les armées impériales. Suite à l'abdication de Napoléon I^{er}, la France perd son allié en Méditerranée. Monaco passe sous protectorat sarde et se voit ainsi privée de son autonomie diplomatique. Cependant, le traité de Turin de 1860 voit la France acquérir le comté de Nice et la Savoie. Les habitants de Menton et



Roquebrune votent alors leur rattachement à la France : Monaco perd ainsi 90 % de sa population et 80 % de son territoire. En compensation de ses pertes, Monaco obtient des contreparties économiques, dont la construction d'une route et d'une voie ferrée modernes. Le territoire désormais désenclavé, Charles III développe son économie et surtout le tourisme de luxe symbolisé par la construction de son fameux casino.

Une fois sa prospérité retrouvée, la principauté peut se consacrer au développement de sa politique étrangère, à l'aide de son grand voisin. À partir du xx^e siècle, l'union avec la France est gravée dans le marbre avec notamment le traité d'amitié protectrice de 1918, qui consacre l'existence d'un État monégasque autonome et sous protection française. C'est à cette époque que Monaco entre dans le concert des nations en développant son réseau diplomatique. De même, en 1903, le prince Albert I^{er} – humaniste convaincu – crée un embryon de Société des nations appelé Institut international de la paix, qui a vocation à résoudre les différends entre puissances. La période crisogène de 1914 à 1945 n'entame pas le lien entre les deux pays car les princes héréditaires Louis puis Rainier servent dans l'armée française, respectivement de 1914 à 1922 et de 1944 à 1949.

À la Libération, le prince Rainier III entend moderniser le pays *via* de grands projets immobiliers et en donnant une orientation tertiaire à l'économie nationale. Ce choix suscite progressivement des tensions avec la France au point d'aboutir à la crise franco-monégasque de 1962. En effet, agacé par la fiscalité monégasque et soucieux de l'influence croissante des conseillers américains en poste au Palais, le général de Gaulle décide de fermer les frontières pour isoler la principauté. Cette crise se résout en bonne intelligence avec notamment la conclusion d'une convention fiscale. Une telle issue s'explique entre autres par la bonne relation qu'entretenaient de Gaulle et Rainier III : leur correspondance met par exemple en avant le respect mutuel qui existait entre ces deux vétérans. Une fois écartée la question épineuse de la fiscalité, Monaco complète progressivement sa politique étrangère en adhérant notamment à l'ONU, mais également à la Francophonie et se rapproche des institutions européennes du fait de sa coopération avec la France. Le xx^e siècle s'ouvre sur le Traité de 2002 qui confirme « *les relations étroites et privilégiées qui sont le reflet de leur amitié traditionnelle, telles qu'elles sont issues de l'Histoire et telles qu'elles s'inscrivent dans leur communauté de destin* ».

Sous-lieutenant Loris Paoletti
chargé d'étude au CERPA

Les coopérations intercommunales

L'actualité politique des collectivités territoriales en France est marquée par de profondes évolutions qui redéfinissent à la fois leurs compétences et leur étendue. Le législateur a notamment acté l'accélération de la coopération intercommunale à un niveau inédit dans un contexte de raréfaction des ressources publiques. Définie par le sénateur Dallier en 2006 dans le rapport (n°193) de l'observatoire de la Décentralisation relatif à l'intercommunalité à fiscalité propre, l'intercommunalité vise à « *faire ensemble mieux et à moindre coût pour le contribuable ce que chaque commune seule ne peut faire ou ferait moins bien et à un coût plus élevé* »⁽¹⁾.

La montée en puissance de l'intercommunalité

En 1789, l'Assemblée constituante organise la France en 38 000 communes, à partir des 44 000 paroisses que comptait le pays.

Un siècle plus tard, la loi du 22/03/1890 autorise la création de **syndicats intercommunaux** à vocation unique (SIVU), qui deviendront nos premières structures intercommunales (compétences : alimentation en eau potable, collecte des ordures ménagères...).

À partir des années 1960, les premières **communautés urbaines** (ensembles de plus de 500 000 habitants) sont dotées de la capacité de lever l'impôt. Ces nouveaux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) sont alors en mesure d'exercer des compétences à la place des communes membres qui les composent.

La loi du 06/02/1992 institue les **communautés de communes**, avec des compétences obligatoires (aménagement de l'espace et développement économique) ainsi que des compétences facultatives (environnement, logement et cadre de vie, voirie, équipements culturels, sportifs, scolaires...).

La loi du 12/07/1999 permet la création des **communautés d'agglomération** (seuil de 50 000 habitants), qui disposent de compétences obligatoires (aménagement de l'espace, développement économique, équilibre social de l'habitat, politique de la ville) et optionnelles (voirie, assainissement, eau, cadre de vie, équipements culturels et sportifs, action sociale). L'appartenance à un EPCI devient obligatoire à compter du 01/07/2013.

Enfin, la loi NOTRe (Nouvelle organisation territoriale de la République) du 07/08/2015 a prolongé ce mouvement en faveur des intercommunalités à fiscalité propre, avec un élargissement des seuils et des compétences obligatoires des communautés de communes et des métropoles. Le seuil démographique des communautés de communes est relevé de 5 000 à 15 000 habitants (sauf dérogations), ce qui engendre la création de vastes intercommunalités dans les territoires ruraux.

Fonctionnement des EPCI

Les EPCI sont régis par le principe de spécialité : leurs compétences sont exclusivement celles qui leur ont été attribuées par la loi et celles déléguées par les communes qui les composent en suivant le principe de l'intérêt communautaire. À l'inverse des communes, les EPCI ne disposent donc pas de la clause de compétence générale, **c'est-à-dire de la capacité d'intervenir au-delà de leurs compétences de plein droit**.

La coopération intercommunale au sein d'un EPCI peut prendre deux formes différentes, en fonction des objectifs des élus des communes membres :

- la coopération communale dite « associative », souple, visant essentiellement à gérer en commun certains services publics (ramassage des ordures ménagères, transports...) afin de réaliser des économies d'échelle. L'EPCI est financé par les contributions des communes membres.
- la coopération intercommunale fédérative, dite « de projet », plus approfondie, exerçant des compétences attribuées par la loi et déléguées par les communes membres. L'EPCI est financé par une fiscalité propre.

L'intégration grandissante des EPCI a largement été encouragée par le législateur, à la fois de manière verticale (transferts de compétences) et horizontale (fusion des EPCI). Ainsi, le droit français a davantage privilégié la solution de la coopération intercommunale plutôt que la suppression directe des communes (bien que leur nombre ait diminué de plus d'un millier entre 2015 et 2017).

Perspectives

L'intercommunalité constitue un outil de gouvernance permettant théoriquement une meilleure efficacité politique, alors que la France demeure morcelée en 35 456 communes⁽²⁾ (au 1^{er} janvier 2017), soit 40 % du nombre de communes de l'UE. Cependant, la logique de rationalisation « jacobine » qui a prévalu à l'intégration des communes au sein des EPCI (dans une certaine mesure en contradiction avec le principe de libre administration des collectivités) se heurte à certaines limites. Le rapport de l'observatoire de la Décentralisation relevait dès 2006, le risque de voir l'EPCI, si ses représentants étaient élus au suffrage universel direct, devenir aux yeux des citoyens « *une technostructure toujours plus complexe, envahissante et consommatrice d'impôts locaux* ». Pourtant, depuis 2014, les conseillers communautaires sont élus au suffrage universel direct lors des élections municipales.

1. Les communes françaises comptent 580 000 élus, qui représentent un coût annuel de 1,7 milliard d'euros pour l'État.

2. Dont la moitié compte moins de 500 habitants.

La naissance du jumelage entre les communes



Après la seconde guerre mondiale, les premiers jumelages sont scellés entre des villes françaises et allemandes afin de participer à l'instauration d'une paix durable, parallèlement à la construction européenne. Ce type de coopération conclu par la France s'est ensuite étendu au reste de l'Europe, puis au monde. Il s'agit d'un outil pertinent de prise de conscience de la citoyenneté et de l'appartenance européenne.

Le jumelage constitue la première forme de coopération entre des collectivités locales appartenant dans la majorité des cas à des pays différents. Son père fondateur, le premier secrétaire général du Conseil des communes d'Europe Jean Bareth, en a donné une définition au début des années 1950 : « *Le jumelage, c'est la rencontre de deux communes qui entendent s'associer pour agir dans une perspective européenne, pour confronter leurs problèmes et pour développer entre elles des liens d'amitié de plus en plus étroits* ». Cette pratique s'est institutionnalisée ; elle est aujourd'hui encouragée partout dans le monde grâce à la Commission internationale des jumelages.

Histoire d'une réconciliation européenne

Créée en octobre 1944, la Fédération-Centre d'études institutionnelles pour la réforme de la société française, qui soutient activement la création d'une Union européenne fédéraliste, crée en 1946 un Comité européen de défense des libertés communales sous l'égide de Jean Bareth. Avec la reconstitution de l'Association des maires de France (AMF) en 1947, les élus locaux s'impliquent dans les réseaux internationaux et revendiquent la primauté éthique du vivre-ensemble. En 1950, le congrès de Stuttgart reçoit le soutien et la participation active des hauts responsables français et allemand. La campagne lancée par Jean Bareth est un succès qui permet d'organiser un congrès sur le thème de l'Europe des communes. Pour la première fois, les intervenants proposent de promouvoir les libertés communales à l'appui de la construction européenne, pour affirmer l'unité de l'Europe. Dans ce cadre, un premier jumelage est mis en œuvre à l'occasion du congrès de la Fédération entre les municipalités de Montbéliard et de Ludwigsburg, en novembre 1951, à l'issue d'un office religieux – il y avait aussi une volonté de défendre la civilisation chrétienne. La pratique s'étend sous l'impulsion des organismes fédératifs comme le Conseil des communes d'Europe (CCE), malgré la réti-

cence de certains maires laïques. En mai 1953, l'Association du monde bilingue donne l'impulsion pour conclure le premier jumelage entre la France et le Royaume-uni, entre Luchon et Harrogate, à l'occasion de la *French week*. À l'été 1956, les maires des villes des 74 pays de l'UNESCO sont invités au Congrès mondial des villes jumelées avec le soutien du gouvernement de Guy Mollet. Ce rassemblement témoigne de l'émergence d'une politique d'ouverture, qui fait écho aux signes de détente de la diplomatie soviétique. Des jumelages sont accordés avec des communes de l'Est. Et, après la chute des dictatures européennes, d'autres sont noués avec l'Italie, puis l'Espagne et le Portugal. Le nombre de jumelages s'envole à partir des années 1970.

L'institutionnalisation de la coopération internationale décentralisée

La dynamique des jumelages a redéfini les rapports entre les administrations nationales et les municipalités, notamment en reconnaissant l'autonomie des communes comme un droit naturel. Elle a aussi constitué la genèse d'une nouvelle strate diplomatique avec l'institutionnalisation de la coopération internationale décentralisée. Aujourd'hui, le serment de jumelage, ritualisé, est devenu une sorte de contrat politique entre deux collectivités territoriales. Il est soumis au conseil municipal avec le projet de délibération portant sur l'officialisation du jumelage, et signé en réunion publique après sa lecture à l'assistance. Cet engagement sans durée déterminée reste flexible. La coopération peut concerner un certain nombre de secteurs d'activité comme l'art, les réflexions sur la citoyenneté ou le développement durable. Au sein du comité de jumelage, les responsables locaux et les citoyens prennent part à sa mise en œuvre. Il n'y a aucune juridiction en cas de litige ; néanmoins, le serment n'est pas juridiquement contraignant et peut être amendé à tout moment après une délibération d'annulation du conseil municipal. Depuis 1989, l'Union européenne apporte une contribution financière aux villes jumelées pour promouvoir l'unité européenne.

Aujourd'hui, on recense plus de 17 000 jumelages en Europe. En France, une commune peut avoir jusqu'à 30 partenariats, dont un tiers est conclu avec l'Allemagne, 16 % avec le Royaume-uni, 8 % avec l'Espagne, 6 % avec l'Afrique et avec l'Amérique du Nord, et un peu plus de 4 % avec la Belgique. Les trois quarts de la population française et allemande vivent dans une commune jumelée avec l'autre pays. Engageant à la mobilité, le jumelage continue de contribuer au développement pacifique de l'Europe.

Sous la haute direction de M. Hervé Théry, professeur agrégé de géographie et spécialiste du Brésil

Adjudant Fanny Boyer
rédactrice au CERPA

Les cadeaux diplomatiques en France et aux États-Unis

Depuis la Haute-Égypte, dans l'Antiquité, les souverains ont pris l'habitude d'échanger des présents pour célébrer une alliance ou pour remercier leur hôte lors d'une visite officielle. Aujourd'hui, il existe des services de protocole dans tous les États du monde qui consacrent leurs efforts à trouver le cadeau original, rare et surtout à éviter la « gaffe diplomatique ».

La diplomatie du bon goût

Les échanges de cadeaux accompagnent l'histoire des relations internationales. Dans l'Égypte pharaonique, on offrait des maquettes aux hôtes. Au Moyen-Âge et à l'époque moderne, on pouvait même s'échanger des animaux vivants entre souverains.

La remise des cadeaux est d'abord l'occasion de promouvoir son pays. Il est fréquent d'offrir ce qui constitue une part de l'identité du pays. Depuis les années 2000, les stylos de luxe Dupont, le vin, du cristal de Baccarat et les produits Hermès ont été les présents officiels les plus offerts par la France aux dirigeants américains.

Des bois, des gravures, des bijoux, des sacs, des parfums et même des papiers d'archives vantant l'alliance entre les deux nations complètent la liste de ces cadeaux. On songe à la correspondance de Benjamin Franklin offerte par Nicolas Sarkozy à Barack Obama en 2008. Ce dernier reçut aussi de François Hollande en 2014 les mémoires de La Fayette. Parfois quelques présents insolites défrayent la chronique comme cette selle de cheval Hermès, offerte à George W. Bush par Nicolas Sarkozy en 2008. Côté audace, on se souvient de l'Ipod offert par Barack Obama à... la reine d'Angleterre !

Une liste précise des cadeaux à faire est tenue par les deux administrations d'État, celle des cadeaux à éviter aussi. La pire faute serait d'offrir, sans le savoir, deux fois le même présent au même récipiendaire. Il arrive aussi que le don provoque un couac. Ainsi Barack Obama, en 2009, offrit à Gordon Brown, alors Premier ministre britannique, un coffret de DVD au format illisible en Angleterre.

En revanche, si les Américains jouent la transparence, on ne sait guère le contenu précis des dons reçus par les autorités françaises. Quelques clichés permettent de saisir sur l'instant des cadeaux offerts aux personnalités politiques ainsi la médiatique chapka de François Hollande reçue des mains du

président du Kazakhstan. Le service du protocole avance que publier une telle liste risquerait de vexer tel ou tel dirigeant donateur.

Certains chefs d'État font, en revanche, l'objet d'une surveillance stricte concernant la réception de présents. Depuis la fin du XVIII^e siècle, la Constitution américaine tolère ces cadeaux officiels avec l'autorisation du Congrès. Lorsque la toute jeune France républicaine apporta à George Washington son drapeau tricolore, le président des États-Unis prit bien soin de prévenir le Congrès. Ses successeurs adoptèrent les mêmes précautions d'usage.

En France, une circulaire de 2007 du Premier ministre François Fillon rappelait que les cadeaux accordés aux ministres s'adressaient d'abord à l'État. En 2012, François Hollande édicte une charte de déontologie préconisant aux membres du gouvernement « *de remettre au service des Domaines les cadeaux dont la valeur est supérieure à 150 euros* ».

Selon le département d'État américain, le président des États-Unis reçoit en moyenne 15 000 cadeaux chaque année. Si la valeur du don dépasse 375 dollars, le bénéficiaire a l'obligation légale de le remettre aux autorités, sauf à le racheter.

On ne refuse pas les cadeaux

Quoi qu'il en soit, il est difficile voire impossible de refuser un cadeau, même en raison de son coût. Au XVIII^e siècle, Benjamin Franklin, alors ambassadeur des États-Unis à Paris, ne peut qu'accepter la tabatière sertie de diamants que lui offre le roi de France, Louis XVI. Le Congrès américain est sourcilieux sur ce point pour éviter tout risque de corruption mais, en 1785, il accepte le cadeau du souverain espagnol Charles III remis à John Jay. Les équilibres géopolitiques ont eu raison de l'interdit moral qu'avaient fait peser les Pères fondateurs des États d'Amérique.

Plus récemment, l'épouse du sultan du Brunei a ainsi offert à l'épouse de Barack Obama plusieurs pièces de joaillerie en or, ornées de pierres précieuses pour un coût dépassant les 70 000 dollars.

La plupart des chefs d'État ne conservent que très rarement des cadeaux reçus dans le cadre de leur fonction politique. En France, un entrepôt dédié accueille les présents du monde entier, y compris ceux provenant de dons de particuliers. Une fois qu'ils ne sont plus en exercice, les présidents français s'affairent à créer une fondation et parfois un musée pour y exposer tous les dons reçus. Ainsi Jacques Chirac inaugura un musée à Sarran en Corrèze pour y dévoiler, entre autres, les cadeaux reçus en tant que président de la République. Une manière de relire l'histoire de la diplomatie française depuis une vingtaine d'années.

Jean-Marc Albert, professeur d'histoire de première supérieure

L'histoire des relations entre la France et la Russie

En 1717, Pierre le Grand se rend à Versailles. À la suite de ce voyage, il envoie le premier ambassadeur russe en France, et donne ainsi un point de départ à la relation diplomatique entre les deux pays.

XVIII^e - XIX^e siècle : influence culturelle et confrontation politique

Durant la deuxième moitié du XVIII^e siècle, la culture française se répand au sein de l'aristocratie russe, notamment sous l'impulsion de l'impératrice Élisabeth I^{re}, particulièrement francophile. C'est ainsi que, progressivement, toute la noblesse russe parle couramment le français, parfois même au détriment du russe, et reproduit les codes et les usages de la cour de Versailles.

Cependant, cette influence culturelle ne va pas de pair avec une alliance politique. Les deux pays sont de nombreuses fois entrés en confrontation. C'est ainsi le revirement d'alliance de la Russie au profit des Prussiens en 1762 qui précipite la défaite de la France lors de la guerre de Sept Ans. Quand la Révolution française éclate, Catherine II décide, en 1793, de rompre toutes les relations diplomatiques entre les deux pays et de rejoindre la coalition européenne contre la France. Puis, en 1812, lors de la campagne de Russie, une série de batailles et de combats sanglants oppose la France et la Russie jusqu'à l'entrée triomphante d'Alexandre I^{er} dans Paris à la suite de la déroute de Napoléon. Ce conflit est rapidement suivi par un autre puisque le 13 mars 1853, à la suite d'un incident diplomatique, la France et l'Angleterre déclarent la guerre à la Russie. La guerre de Crimée s'achève par la défaite de l'armée russe et par le traité de Paris du 30 mars 1856.

Fin XIX^e siècle - Début XX^e siècle : signature de l'alliance franco-russe

C'est sous Nicolas II que les relations diplomatiques franco-russes sont les plus chaleureuses. À la suite de la défaite de la guerre de 1870, la France se cherche un allié de poids pour contrer la puissance grandissante de l'Empire allemand. En 1892, la France et la Russie signent l'alliance franco-russe qui stipule que les deux pays doivent se soutenir mutuellement s'ils sont attaqués par un des pays de la Triple Alliance. Pour sceller cette entente, Nicolas II vient à Paris en 1896, et érige le pont Alexandre III, symbole de l'amitié entre les deux pays.

Cette coopération politique trouve également des applications sur le plan économique. La France participe activement à l'industrialisation du pays.

Pendant trente ans, le gouvernement et les médias français encouragent les épargnants français à investir en Russie. Au total, près d'un tiers de l'épargne française est envoyé en Russie pour un montant d'environ 15 Mds de francs-or.

XX^e siècle : seconde guerre mondiale et guerre froide

Les années 1917-1923 sont pour la Russie une période difficile : révolutions, traité de paix avec l'Allemagne, guerre civile... Du fait de la proximité culturelle de l'aristocratie russe avec la France, une grande majorité des « Russes blancs » se réfugie à Paris. C'est finalement le 6 juillet 1923 que l'État russe sort du chaos avec la naissance de l'URSS. Bien que la France reconnaisse le pays dès octobre 1924, la relation entre les deux pays demeure tendue.

Lors de la seconde guerre mondiale, c'est seulement en 1941, lorsque le gouvernement de Moscou sera le premier à reconnaître le Comité national français, que la relation des deux pays s'améliore. Pour symboliser cette entente, Charles de Gaulle envoie en 1943 l'Escadron de chasse « Normandie-Niemen » combattre sur le front de l'Est du côté soviétique. En décembre 1944, il ira même à Moscou conclure le pacte franco-soviétique prévoyant une assistance mutuelle en cas d'attaque allemande. À la fin de la guerre, c'est d'ailleurs en partie grâce à l'appui du partenaire soviétique que de Gaulle a pu avoir voix aux conférences des vainqueurs, auxquelles ni Churchill ni Roosevelt ne prévoient d'associer la France.



Au début de la guerre froide, la France essaie de maintenir un équilibre entre les deux blocs dans une volonté d'indépendance. D'un côté, Paris rejoint le camp occidental mais, de l'autre, de Gaulle continue d'entretenir des relations directes avec l'URSS, qui prend favorablement le retrait de la France du commandement intégré de l'OTAN en 1966. Cependant, à la suite de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les forces soviétiques en 1968, les relations se détériorent à nouveau jusqu'à la fin de la guerre froide.

Depuis la fin de l'Union soviétique, les rencontres bilatérales régulières des deux chefs d'État et le développement des échanges commerciaux ont favorisé le rapprochement des deux pays. Cependant, depuis l'annexion de la Crimée en 2014, la France a voté des sanctions contre la Russie, ce qui a porté atteinte à leur coopération dans nombreux domaines.

Anna Mordache
chargée d'études au CERPA

Le plan Marshall

Le 12 mars 1947, le président des États-Unis, Harry Truman, annonce devant le Congrès sa politique de *containment* pour endiguer l'expansion communiste en Europe. Il décide ainsi de proposer une aide financière, par le biais du plan Marshall, à l'Europe anémiée par la seconde guerre mondiale. Il s'agit, en effet, d'éviter que ne se reproduisent les erreurs des lendemains de la première guerre mondiale et surtout de prémunir le monde d'un nouveau krach économique. Dans le contexte naissant de la guerre froide, cette aide économique revêt une dimension politique inédite.



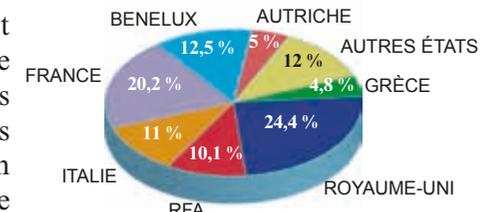
DR

En 1945, la toute récente Organisation des Nations unies (ONU) accorde à l'Europe exsangue des aides ponctuelles humanitaires qui se révèlent vite insuffisantes. Le manque de devises provoque un ralentissement des échanges entre pays européens et fait craindre une nouvelle crise économique. La nécessité d'établir une organisation économique supranationale capable de réguler le commerce mondial devient une urgence. De leur côté, les États-Unis veulent absolument garantir à leur outil de production des débouchés pérennes pour effacer le spectre d'une surproduction qui ruinerait, à terme, agriculteurs et industriels, comme ce fut le cas en 1929.

Les crises de l'année 1946 alertent les États-Unis quant à un risque d'expansion de l'URSS sur tout le continent. La reconstruction est inégale selon les pays et l'instabilité politique et institutionnelle gagne les régions les plus fragiles économiquement. Les menaces qui pèsent sur la Grèce et la Turquie poussent le secrétaire d'État George C. Marshall, le 5 juin 1947, à annoncer, lors d'une conférence prononcée à l'université de Harvard, un programme financier d'une envergure inédite : « *Les besoins de l'Europe pendant les trois ou quatre prochaines années en vivres et en autres produits essentiels importés de l'étranger, notamment d'Amérique, sont beaucoup plus grands que sa capacité actuelle de paiement, c'est pourquoi elle devra recevoir une aide supplémentaire très importante ou s'exposer à une dislocation économique, sociale et politique très grave.* » Ce programme de rétablissement européen (ERP), rapidement appelé « Marshall », est en effet motivé par la nécessité d'empêcher les Soviétiques d'étendre leur emprise sur les pays dits de l'Est.

Le but des Américains est de reconstruire l'Europe. Le plan de relance est proposé à l'ensemble des pays, y compris les pays sous domination communiste. Ces derniers, dont l'URSS, le refusent tandis que 16 nations européennes⁽¹⁾ ont

recours à l'aide économique avant que la nouvelle République fédérale allemande n'en bénéficie en 1949. Les 16 premiers pays se réunissent à Paris lors de la Conférence de coopération économique européenne (CECE), le 12 juillet 1947, pour définir, en commun, leurs besoins réels et un programme d'action. Les Russes s'opposent catégoriquement à la reprise économique de l'Allemagne et créent, en janvier 1949, leur propre système de coopération au sein du monde soviétique dans le cadre du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM).



Répartition du plan Marshall

DR

Si aucun chiffre n'est précisé lors de l'annonce de George Marshall, l'engagement financier porte finalement sur plus de 13 milliards de dollars. À eux seuls, la France et le Royaume-Uni en touchent presque la moitié, respectivement 23 et 26 % entre 1947 et 1951. L'Allemagne fut également un grand bénéficiaire de cette aide favorisant ainsi son « miracle économique ».

L'aide américaine suppose implicitement l'idée d'une coopération entre nations européennes, amorce d'une éventuelle union économique. Celle-ci prend corps, le 16 avril 1948, lorsque voit le jour l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) dont l'objectif est de veiller notamment à la juste répartition des 13 milliards de dollars. Dans les faits, l'organisation, installée à Paris, entame un processus d'échanges entre les États bénéficiaires de l'aide américaine.

La portée du plan Marshall est aujourd'hui discutée autant par les historiens que par les économistes. Certains estiment que la reconstruction de nombreux pays avait débuté avant la mise en place du plan, d'autres qu'il fut presque négligeable dans l'œuvre de redressement de chacun des pays concernés. Les plus indulgents admettent qu'il aurait accéléré la reprise économique de certains pays occidentaux. Le caractère politique de la démarche américaine n'échappe à personne. En tout état de cause, le symbole du plan était fort et il a joué un rôle essentiel dans l'idée d'une future fédération européenne.

Le terme de « plan Marshall » est aujourd'hui devenu générique à tel point que l'on a parlé de « plan Marshall » pour les banlieues comme pour les zones rurales en France.

1. France, Royaume-Uni, Autriche, Belgique, Danemark, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse et Turquie.

L'union devient européenne (1945 -1957)

Les atrocités de la seconde guerre mondiale suivie de la mise en place des deux blocs renforce les convictions de certains hommes politiques du Vieux Continent de créer une Europe forte et indépendante. Pour ces décideurs, il est urgent de mettre en place des structures de coopération politique et économique mais aussi une défense européenne.

Churchill proclame : « En avant, l'Europe ! »

Lors de son discours prononcé à Fulton, le 5 mars 1946, le Premier ministre anglais, Winston Churchill, appelle de ses vœux l'unité de l'Europe : « La sécurité du monde exige une nouvelle unité en Europe, dont aucune nation ne doit être exclue pour toujours. C'est de la lutte entre les races puissantes de nos ancêtres en Europe que sont nées les guerres mondiales que nous avons vécues, ou celles qui se sont déroulées à des époques antérieures. » Toutefois, il réclame « une association fraternelle (...) entre le Commonwealth et l'Empire britanniques d'une part et les États-Unis d'autre part ». Le 19 septembre 1946, devant l'université de Zurich, il proclame encore « Les canons ont cessé de cracher la mitraille et le combat a pris fin, mais les dangers n'ont pas disparu. Si nous voulons créer les États-Unis d'Europe, ou quelque nom qu'on leur donne, il nous faut commencer maintenant. (...) Et c'est dans cet esprit que je vous dis : En avant, l'Europe ! ».



Le conseil de l'Europe

Les propos de l'ancien Premier ministre anglais trouvent un large écho chez les principaux dirigeants des pays européens qui décident de se réunir, en 1948, à La Haye, pour définir les contours juridiques d'une nouvelle organisation européenne. À l'issue de cette conférence, les pays du Benelux (Belgique, Pays-Bas et Luxembourg), le Danemark, la France, l'Italie, le Royaume-Uni, l'Irlande, la Norvège et la Suède fondent le Conseil de l'Europe. Les membres de cette assemblée, qui sont nommés par le gouvernement de chaque État, ne donnent qu'un avis consultatif. Le pouvoir de cette assemblée est alors symbolique et demeure sans réelle influence sur la politique des États européens. Cette structure politique n'en demeure pas moins une nouveauté dans l'histoire du continent.

La mise en place de la CECA

L'intensification de la guerre froide entre l'Union soviétique et les États-Unis pousse les Européens à s'unir. Une première ébauche d'union débute

avec la création en 1948 de l'OECE, l'Organisation européenne de coopération économique, puis en 1950 avec l'Union européenne des paiements, chargée de répartir l'aide financière américaine distribuée par le plan Marshall. En 1950, les Français Jean Monnet et Robert Schuman, lors du discours dit « du salon de l'Horloge », proposent de placer sous une autorité indépendante des États les productions française et allemande de charbon et d'acier. Ils espèrent ainsi réconcilier les deux pays mais aussi stimuler leurs échanges en jouant sur la complémentarité de leurs économies. La France est en effet excédentaire en minerai de fer tandis que l'Allemagne l'est en charbon. Ce projet permet selon Schuman « une solidarité de fait » entre les pays européens qui appelle d'autres projets plus ambitieux. Le plan Schuman est présenté à l'ensemble des États de l'Europe. Le Royaume-Uni le refuse alors que l'Italie, le Benelux et la République fédérale d'Allemagne adhèrent à ce projet. Le traité est signé à Paris le 18 avril 1951 et donne naissance à la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA). Pour la première fois en Europe, une autorité supranationale, la Haute Autorité, organise le marché, fait jouer la libre concurrence et contrôle la fixation des prix. Chaque État peut cependant défendre ses intérêts lors du Conseil des ministres qui se réunit régulièrement. En cas de litige, une cour de justice est formée tandis qu'une assemblée surveille la Haute Autorité.

La CECA



L'échec de la Communauté européenne de défense (CED)

En 1951, les États-Unis, engagés dans le conflit en Corée, souhaitent que l'Allemagne reconstitue une armée forte pour lutter contre la montée de l'influence de l'URSS en Europe. Mais cette demande, qui intervient six ans après la fin des combats de la seconde guerre mondiale, heurte les opinions. Le Français René Pleven propose alors de créer la Communauté européenne de défense (CED), une armée commune aux cinq pays de la CECA dans laquelle la nouvelle armée allemande pourrait renaître. Le traité fondateur est signé le 27 mai 1952. Cependant la ratification échoue en France car les députés communistes et gaullistes ne soutiennent pas le projet.

La naissance des structures communes de l'Europe marque le début de la construction européenne mais ces institutions demeurent fragiles et sous l'étroit contrôle des États.

Sous la haute direction de Jean-Marc Albert, professeur d'histoire de première supérieure

Adjudant-chef Jean-Paul Talimi
rédacteur au CERPA

Antoine et Cléopâtre, la reine et le général

La jeune reine égyptienne Cléopâtre séduit le général romain Jules César puis son successeur Antoine pour assouvir son rêve de pouvoir. Cette liaison amoureuse scelle à la fois le destin des deux amants et celui de l'Égypte.

Cléopâtre hérite du trône d'Égypte

En 56 av. J.-C., le pharaon Ptolémée XII fait appel aux Romains pour restaurer son pouvoir en Égypte. Cependant, il ne se doute pas qu'il va précipiter la fin de l'indépendance de son pays. Les deux États entretiennent des relations commerciales privilégiées, puisque le delta du Nil fournit le blé nécessaire au ravitaillement de Rome.

En 55 av. J.-C., Ptolémée entre dans Alexandrie accompagné d'une légion romaine qui le place de nouveau sur le trône. Pour lui succéder, il désigne son fils Ptolémée XIII et sa fille Cléopâtre VII. Mais ces deux enfants se disputent le pouvoir. En 48 av. J.-C. le général Jules César, qui entend mettre de l'ordre en Égypte, prend le parti de Cléopâtre.

L'héritage de Jules César

Après la victoire de Pharsale (48 av. JC) qui éloigne son principal rival Pompée, Jules César nomme consul son fidèle général Antoine. Le 15 mars 44 av. J.-C., Jules César est assassiné par des sénateurs qui espèrent ainsi restaurer la République. Antoine, qui préside aux obsèques de Jules César, est pour la plèbe l'héritier du défunt dictateur. Mais ce dernier désigne par testament son petit-neveu Octave pour lui succéder. Ce jeune homme intelligent n'a cependant pas l'expérience du général. Il doit donc accepter de partager le pouvoir. Antoine, nommé triumvir, hérite d'un tiers de l'Empire dont l'Égypte. Il rencontre la même année Cléopâtre lors d'un somptueux repas qu'elle avait organisé pour lui témoigner de l'attachement de son pays à l'alliance avec les Romains.

Antoine le nouveau pharaon

Le général romain fatigué par ses campagnes militaires successives en Europe s'installe à Alexandrie où il commence une idylle avec Cléopâtre. Toutefois, il accepte d'épouser Octavie, la sœur d'Octave, pour apaiser les craintes des Romains qui, attisés par la propagande d'Octave, lui reprochent de trahir Rome. Mais, de retour en Égypte, à l'instar d'un pharaon, il rêve de fonder une nouvelle dynastie égyptienne indépendante de Rome. En 37 av. J.-C. il épouse donc Cléopâtre, qui vient de donner naissance à des jumeaux. Pour



La rencontre entre Octave et Cléopâtre après la bataille d'Actium. Peinture, 1788, de Louis Gauffier.

conforter son pouvoir, il soumet l'Arménie et la Médie deux ans plus tard. Tel un nouvel *imperator* (général vainqueur), il organise avec Cléopâtre un triomphe, un défilé militaire, en Égypte et non pas à Rome comme l'exige le protocole romain.

Ce dernier acte signe sa perte. En effet, Octave convainc le Sénat de la trahison d'Antoine et du risque qu'il fait courir sur l'approvisionnement de la cité. Il mène aussi une longue campagne de dénigrement qui fait

croire que la reine d'Égypte veut régner sur Rome. Cette propagande vise à déstabiliser Antoine en le faisant passer pour un homme faible. L'affrontement devient inévitable. Face à ces attaques, Antoine et Cléopâtre restent unis mais le général romain, d'habitude si habile à mener les hommes, tarde à organiser ses troupes. Il est sans doute certain de sa victoire puisqu'il dispose d'une armée plus nombreuse et plus aguerrie que les légions d'Octave.

Le couple apparaît toujours ensemble, surtout durant les conseils de guerre, ce qui a le don d'irriter les généraux romains peu habitués à voir des femmes à cet endroit. Beaucoup abandonnent l'Égypte et en 31 av. JC Octave défait Antoine lors d'une bataille navale à Actium. Les deux amants se suicident et l'Égypte est annexée à l'Empire romain comme propriété personnelle de l'empereur.

La postérité du couple

Les historiens, qui s'appuient sur des sources écrites par les admirateurs d'Octave, jugent assez durement cette relation entre Antoine et Cléopâtre. Le général est décrit comme un ivrogne brutal et décadent et Cléopâtre comme une manipulatrice vénale. Néanmoins, au même titre que les généraux d'Alexandre en leur temps, Antoine est sans doute tombé sous le charme de la culture égyptienne et de son raffinement. La véracité de l'amour entre les deux personnages est souvent entachée de suspicion. Cependant, lorsqu'une rumeur lui apprend que Cléopâtre est morte, Antoine se suicide, suivi de près par la reine d'Égypte. Par testament, il demande aussi à reposer dans le même tombeau.

Séduit par cette histoire d'amour aux multiples rebondissements, William Shakespeare écrit en 1606 une pièce de théâtre qui retrace la romance de ces deux amants.

Sous la haute direction de Jean-Marc Albert, professeur d'histoire de première supérieure

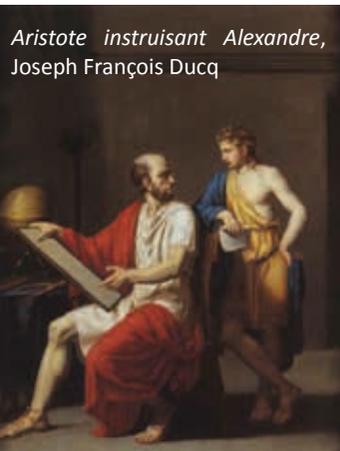
Adjudant-chef Jean-Paul Talimi
rédacteur au CERPA

Alexandre le Grand et Aristote

Maître et élève

À 41 ans, Aristote accepte l'invitation de Philippe II, roi de Macédoine, pour compléter l'éducation de son fils. Les liens noués par la famille d'Aristote avec la cour macédonienne et avec le tyran Hermias, dont Philippe cherche l'alliance, s'ajoutent à la réputation du philosophe, intellectuel de premier plan ayant beaucoup voyagé, pour justifier ce choix. L'enseignement se fait à Mieza, loin de la cour sise à Pella, de ses intrigues et d'une mère – Olympias – avec laquelle le jeune Macédonien entretenait des relations qu'on a pu qualifier d'œdipiennes.

De 13 à 16 ans, Alexandre reçoit une éducation typique de l'Académie, incluant sans doute la poésie, la rhétorique, la géométrie, l'astronomie et l'éristique – l'art de la dispute et du débat. Aristote dut aussi aborder la philosophie politique – il rédigea peut-être son traité *Sur la royauté* pour l'accession du jeune roi au trône – ainsi que la médecine, la géographie et l'éthique, voire quelques enseignements plus confidentiels réservés à ses proches ou aux initiés.



Aristote instruisant Alexandre,
Joseph François Ducq

Entouré de la fine fleur des enfants de la noblesse macédonienne et de divers intellectuels qui secondent le maître, Alexandre développe un réel intérêt pour la philosophie. La logique aristotélicienne, forme d'aboutissement des efforts de la rationalité grecque, lui confère une supériorité qui lui sera plus tard utile dans ses campagnes – dans la collecte et dans l'utilisation de l'information par exemple. L'affection du Macédonien pour le Stagirite fut durable et réelle, quoique ternie par le complot dont fut accusé Callisthène, neveu du maître et historiographe officiel du roi, qui fut exécuté. Le philosophe avait quant à lui trouvé un génie et une curiosité à sa mesure.

En -340, l'élève quitte le maître, rappelé à Pella pour assurer la régence de la Macédoine et pour acquérir l'expérience pratique des affaires de l'État.

La confrontation au réel

Excepté pour la médecine, la poésie et l'éristique, l'enseignement du maître n'eut que peu d'influence sur le roi, dont l'indépendance d'esprit ne fait pas de doute : passionné de poésie, pourtant critiquée par Platon puis par Aristote, il ne se sépare jamais, même en campagne, de l'exemplaire de

l'Iliade que son maître, dit-on, avait annoté pour lui, et épargne la maison natale de Pindare lorsqu'il fait raser Thèbes. Conscient que le contrôle de l'information est source de pouvoir, il privilégie le secret de ses plans, quitte à paraître agir par « passion » plus que par raison. Conscient aussi de sa valeur, il n'hésite ni à la marchander ni à mettre en scène sa personnalité.

Par ailleurs, les nécessités tactiques, stratégiques, politiques, géographiques, économiques et administratives d'une guerre totale en Orient le conduisent hors des sentiers battus par la philosophie grecque : contraint au pragmatisme, il privilégie le gouvernement de son empire aux préceptes des philosophes. Philippe avant lui avait perçu que les territoires, une fois conquis, doivent être administrés. S'il désapprouve la vision d'Aristote et d'Isocrate pour qui les Grecs, libres par essence, s'opposent irrémédiablement aux Barbares, voués à la domination et à l'esclavage, il limite cependant sa politique d'inclusion des élites locales aux Perses : loin de toute vision romantique d'une « fusion des races », il cherche simplement à s'assurer la coopération des gouvernés sur un territoire désormais immense.

Une tradition littéraire vengeresse

De tout cela, plus que de l'exécution de Callisthène, la postérité lui tiendra rigueur : aux côtés d'une tradition littéraire apologétique ou plus nuancée se développera ainsi une seconde tradition, hostile et influencée par les philosophes péripatéticiens gravitant autour d'Aristote et de ses disciples, puis par les Stoïciens.

On lui reproche notamment une *hybris* (« démesure ») qui viole la règle d'or du « juste milieu », conçu comme « *intermédiaire entre l'excès et le défaut* » (Aristote, *Éthique à Nicomaque*), et la volonté de se faire diviniser de son vivant là où, pour le maître, leur supériorité morale rendait les hommes d'exception « *comme des dieux parmi les hommes* ». Pourtant, l'individualisme d'autres géants avant lui – Thémistocle, Périclès ou même son père Philippe – avait mis cette règle à mal ; et, s'il est vrai que la mort du Macédonien ouvre la voie au culte des monarques hellénistiques, rien ne prouve qu'il se soit considéré comme un dieu, ou même qu'il ait cherché à imposer cette idée aux Grecs et aux Macédoniens.

En réalité, on ne lui pardonne pas de s'écarter du modèle du philosophe-roi cher à Socrate, de fait impossible à atteindre, et de montrer que les succès militaires, tout autant que la philosophie, peuvent assurer une réussite exceptionnelle.

Igor Yakoubovitch
professeur agrégé de lettres classiques, docteur en langues et littératures anciennes
ancien élève de l'École normale supérieure de Lyon

Amitié au sommet : le général de Gaulle et André Malraux

« *Que le vent souffle plus ou moins fort, que les vagues soient plus ou moins hautes, je vous vois comme un compagnon à la fois merveilleux et fidèle à bord du navire où le destin nous a embarqués tous les deux.* »

Charles de Gaulle à André Malraux.

À la suite d'un rendez-vous organisé le 18 juillet 1945, le général de Gaulle reçoit André Malraux. Malgré le contraste apparent entre le grand homme rigide des armées, ennemi des idéologies, et l'aventurier dandy, écrivain visionnaire et révolutionnaire, la complicité est immédiate, et donne naissance à une amitié indéfectible. Chacun a en effet vu dans le regard de l'autre, selon les termes de François Mauriac, qu'il pouvait contribuer à « *l'achèvement de son propre destin* » (*Bloc-notes*, 1967).

Une rencontre tardive

Le général de Gaulle reçoit André Malraux alors qu'il s'est éloigné du communisme. Le grand homme l'a toujours dit, il aime « *atteler* » les illustres des Lettres et des Arts. Une fascination réciproque naît alors entre les deux hommes, avec, comme axe central, leur amour immodéré de la France. Malraux, héros de la Résistance et révolutionnaire, découvre « *l'étoile fixe* », l'autorité choisie sans contraintes, qui maintient la fraternité. « *C'est en gravitant autour d'elle, que le monde des apparences devient l'Histoire* », écrit-il. Grâce au général, Malraux peut participer à l'action publique au sein du gouvernement à la faveur de son poste de ministre de la Culture. Une tonalité de gauche qui était indispensable à la mythologie gaullienne. Quant au dirigeant politique, surnommé « *l'Homme du destin* », il devient aussi, selon une formule empruntée à Nietzsche et reprise par Malraux, « *l'Homme de l'antidestin* », celui qui refuse la soumission. Grâce à l'écrivain, il intègre également la dimension romanesque, et devient le personnage qui « *sur le terrible sommeil de ce pays en maintient l'honneur comme un invincible songe* » (*Le Miroir des limbes*, 1974). Son assimilation à la création artistique, arme suprême de l'antidestin selon Malraux, renforce son titre de « *héros contre la mort* ».



DR

Deux génies contrastés, entre rêve et désir de révolte

L'alchimie entre les deux hommes semble trouver son origine dans leur semblable obstination à vouloir se hisser au-dessus du vulgaire pour accomplir un grand destin. Ce sont d'abord des hommes révoltés : Malraux est un révolutionnaire et de Gaulle déstructure l'ordre apparent avec son appel du 18 Juin. Ce sont aussi deux pensées tragiques : Malraux est en quête d'une vraie révolution et de Gaulle, de son propre aveu, n'a fait qu'endosser le « *harnais* » de l'institution militaire, se donnant pour mission de restaurer l'ordre dans sa vérité authentique. Cette double attente forme en quelque sorte le gaullisme. Solitaires, ils veulent inspirer leurs contemporains et les rassembler, même au risque d'échouer. Ils sont en mesure d'opposer un refus aux forces du renoncement. À ce titre, ils portent en eux une part de folie, entre lucidité et soumission au réel, grâce à une exceptionnelle intuition. « *Chacun est une carte dans le jeu de l'autre* », écrit Mauriac. Voyant toujours en l'autre comment devenir meilleur, les deux hommes sont allés avec détermination à la rencontre de leur destinée.

Une pensée métaphysique pour sauver l'honneur de la France

Malraux et de Gaulle sont obsédés par l'idée que la France serait fragile. De Gaulle y voit comme une constante de l'Histoire, Malraux la mort d'une civilisation qui « *n'a su inventer ni ses temples ni ses tombeaux* », à moins qu'elle ne devienne spirituelle. En accédant au pouvoir, de Gaulle tente de sauver la France, tout en sachant qu'elle reste menacée. Grâce à la vision métaphysique de Malraux, le pays touche à l'immortalité. Cette transfiguration passe par la Résistance. Pour Malraux, c'est en résistant que l'homme se justifie. Le choix délibéré du sacrifice, auquel s'expose tout individu qui entre en résistance, met à l'épreuve la redoutable irrationalité du Mal. La Résistance, première arme de l'antidestin, permet de changer le sens de l'Histoire. Le refus de la soumission est une révolution spirituelle qui garantit la sauvegarde de l'honneur. Et si, malgré tout, la France est perdue, il suffit de considérer la nation comme éternelle, à l'instar de la Grèce antique. Malraux subvertit ainsi l'Histoire par la métaphysique. Le général, catholique, et l'écrivain, agnostique, ont cherché un nouvel équilibre en reliant l'Homme à l'Histoire, mais aussi au Cosmos.

Éminents patriotes, Charles de Gaulle et André Malraux ont cherché à rendre éternelle la France et ont affronté leurs destins parallèles, avec un sens certain de l'universel.

Sous la haute direction de M. Claude Ribbe, écrivain, colonel de réserve de l'armée de l'air

Adjudant Fanny Boyer
rédactrice au CERPA

Les salons aux XVII^e et XVIII^e siècles

Au XVII^e siècle apparaît la mode du salon littéraire, qui devient rapidement un lieu prisé de divertissement et une occasion de s'insérer dans un réseau de sociabilité. Fréquentés par des écrivains, des philosophes et des penseurs aussi bien scientifiques qu'économiques et organisés par des femmes issues de l'aristocratie, voire de la haute bourgeoisie au XVIII^e siècle, les salons, ou les « sociétés » selon le terme en usage à l'époque, demeurent des instruments souvent efficaces pour parvenir, pour gouverner et pour se distinguer dans une société où le rang détermine votre place.

Une nouvelle forme de sociabilité

Au XVII^e siècle, le phénomène de la préciosité est concomitant avec l'émergence des salons aristocratiques où le raffinement le dispute aux bonheurs de l'éloquence. Ces salons réunissent, à Paris et dans les grandes villes de province, la fine fleur des élites érudites du Grand Siècle.

Ces salons témoignent du rôle croissant qu'un certain nombre de femmes issues de la noblesse entend jouer dans le monde intellectuel du XVII^e siècle. Parmi elles, M^{me} de Rambouillet et M^{lle} de Scudéry en sont les plus illustres représentantes. On y discute des thèmes de société à la mode mais la conversation ne monopolise pas ses activités. On y assiste aussi à des spectacles, on y joue aux cartes et aux jeux de société, de séduction et d'argent, on y écoute des concerts et il arrive fréquemment qu'on y dîne. Il n'est pas rare d'y découvrir la dernière pièce de théâtre à la mode.

Au XVIII^e siècle, on soupe tandis que les commensaux jouent aux cartes dans le salon de M^{me} du Deffand ou chez M^{me} de La Reynière. Les salons ne sont pas fréquentés que par les intellectuels de leur temps mais une grande diversité, au sein des élites, règne dans ces lieux de sociabilité. Molière a mainte fois raillé les convenances et la préciosité de ces salons qui reposent sur une adhésion tacite à un ensemble de codes et de comportements hérités de la civilité du XVI^e siècle.

Les salons furent-ils à l'origine de la Révolution française ?

Les frères Goncourt affirment, en 1854, que « la Révolution française commença dans l'opinion publique du XVIII^e siècle : elle commença dans les salons » dans leur *Histoire de la société française pendant la Révolution*.

Cependant ce serait surestimer l'impact des salons dans l'ensemble du corps social pour n'y voir qu'une de leurs spécificités. Si, en effet, de nombreux critiques de la monarchie absolue s'y retrouvaient fréquemment, à l'instar de Vol-

taire ou de Rousseau, beaucoup d'entre eux ne furent assidus en ces lieux qu'en raison de leur besoin de demeurer dans un tissu relationnel nécessaire à leur survie économique. Marmontel avoua chercher dans les salons « des protecteurs et quelques moyens de fortune ». Rousseau, notamment, ne fréquenta les salons que pour mieux asseoir sa réputation lorsque celle-ci fut en danger, ce qui ne l'empêchera pas dès 1751 de dénoncer ces lieux de « corruption » morale. Par ailleurs, il y eut peu de débats philosophiques d'envergure en raison même de la très relative liberté de parole qui y régnait. Dans le salon de M^{me} Geoffrin, on se garde bien d'aborder des sujets religieux ou politiques sous peine de se voir repris par la maîtresse de maison. En règle générale, les invités évitent de choquer leur auditoire puisqu'il s'agit avant tout de séduire pour parvenir.



Jean-François de Troie, *La lecture de Molière*

Les salons sont d'abord des lieux de pouvoir convenus et assez conformistes. Si on y évoque les idées nouvelles, on y traite d'abord de ses propres affaires. À la fin du XVIII^e siècle, le salon de M^{me} Necker a servi surtout les intérêts de son mari, notamment après ses disgrâces successives. Par ailleurs, de nombreux salons accueillirent des personnalités hostiles aux philosophes des Lumières et aux encyclopédistes. Le salon de la fille de M^{me} Geoffrin, la marquise de la Ferté-Imbault, est caractéristique de ces salons dévots. En outre, d'autres lieux, à l'exemple des cafés, des jardins publics ou des loges maçonniques, concurrençaient les salons au XVIII^e siècle comme lieu de critiques et de discussions politiques. Le parc des Tuileries avait ainsi une réputation bien plus subversive dans les années 1770. Des hommes animaient aussi des salons, comme le baron d'Holbach.

Toutefois, on pouvait trouver dans la fréquentation de ces salons quelques célèbres appuis contre les pouvoirs publics. L'abbé Morellet a ainsi payé de sa liberté ses interventions dans ces sociétés mondaines. Hors des contraintes de la Cour, ces salons étaient, en effet, soumis à la surveillance de la police de Paris qui y envoyait des espions. Enfin, de nombreux penseurs pourfendirent les salons. Le moraliste Chamfort dénonce ainsi « les salons, ce qu'on appelle le monde, est une pièce misérable, un mauvais opéra, sans intérêt ».

Les salons, essentiellement aristocratiques, auront connu un grand succès en contribuant à l'élaboration d'une société des lettres et de l'esprit davantage qu'à la construction d'une opinion intellectuelle éclairée.

Jean-Marc Albert, professeur d'histoire de première supérieure

Le dadaïsme

Le dadaïsme est un courant philosophique qui déclare la mort des valeurs et des conventions artistiques en réaction à la violence de la guerre. La création dadaïste mêle différentes formes d'art et cherche à refléter la société de façon critique, en renonçant à l'esthétisme. Cette révolution artistique marque la genèse de l'art contemporain, qui privilégie l'idée à la beauté.

Face à la guerre qui fait des millions de morts, certains artistes se retrouvent autour du dadaïsme, créé en février 1916 en Suisse, pour exprimer l'insensé.

Un courant philosophique qui n'est pas théorisé

Face à la guerre, à la grippe espagnole et aux révolutions avortées, les dadaïstes se révoltent contre l'absurdité de la condition humaine. Le courant n'est pas théorisé puisqu'il annonce la mort des conventions. « *Les vrais dadas sont contre Dada. Tout le monde est directeur de Dada* » disent les adeptes de Dada. Ce mouvement artistique anticonformiste prend sa forme définitive après l'armistice. Dépassant le nihilisme, qui rejette en bloc toutes les valeurs, il expose et surexpose de façon analytique. Mêlant des formes d'art hétérogènes et inédites, il prône le culte de la création libre et met l'accent sur les ambiguïtés pour mieux exprimer l'authenticité. Le dadaïste déstructure, caricature, provoque au mépris de l'esthétisme, avec un goût prononcé pour l'absurde, l'insensé, toujours avec un esprit d'humour et de dérision. C'est un épisode essentiel de la révolution artistique qui a donné naissance à l'art contemporain.



La Fontaine de Duchamp

La naissance du dadaïsme

Le mouvement dadaïste est né pendant la Grande Guerre, au milieu des ruines de l'Europe. Il est lancé par Hugo Ball, qui a fui l'enrôlement en s'installant en Suisse, en territoire neutre. À Zurich, il ouvre le Cabaret Voltaire et s'entoure d'artistes exilés comme André Breton, Louis Aragon, ou encore le poète roumain Tristan Tzara. Ces hommes révoltés souhaitent développer l'esthétique du choc, en écho à la guerre, pour expérimenter la mort de façon symbolique à travers l'art. Le 5 février 1916, Hugo Ball choisit arbitrairement le terme « dada » dans un dictionnaire franco-allemand pour nommer le mouvement, et rompt ainsi avec la tradition de la convention langagière. Dada veut en effet anéantir la communication, il considère que tous les mots

sont interchangeables. Leurs propos déconstruisent la syntaxe, la phonétique, l'écriture littéraire, la sémantique etc. Malgré les efforts déployés, la communication reste active, d'autant plus que les artistes ont des messages à diffuser, paradoxe qui selon certains spécialistes aurait contribué à la chute de Dada.



L'Esprit, Haussmann

Le dadaïsme s'étend en Europe

Hétéroclite, l'œuvre dadaïste englobe à la fois le dessin, la peinture, les poèmes, la musique, les spectacles, l'exposition d'objets etc. En Allemagne, elle est éminemment politique, entre anarchisme et spartakisme. Richard Huelsenbeck et ses camarades, les « Dadasophes », se spécialisent dans le photomontage au sein du *Dada club* de Berlin. Suivant la même technique, Max Ernst et Hans Arp réalisent à Cologne leurs « Fatagaga ». À Hanovre, Kurt Schwitters assemble des débris de la vie urbaine. Lors de la Foire internationale Dada de Berlin en 1920, le mouvement est à son apogée. Des scandales y éclatent et des slogans antimilitaristes valent aux artistes un procès pour préjudice à l'armée. Outre-Atlantique, la dimension plastique de Dada prévaut avec Man Ray et Beatrice Wood, appelée *Mama of Dada*, sous l'influence des Français Francis Picabia et Marcel Duchamp. Au nombre des « ready-made » de ce dernier, des objets présentés comme des œuvres d'art, son œuvre *Fontaine*, un urinoir renversé, est refusée lors d'une exposition new-yorkaise en 1917. Il reçoit alors le soutien de l'avant-garde artistique américaine. Avec son travestissement de la Joconde en 1919, il a conçu l'une des œuvres les plus célèbres du dadaïsme. À Paris, le *Manifeste Dada* de Tzara, publié en 1918, met en effervescence le monde artistique. Au festival Dada, Paul Éluard et ses compagnons apparaissent avec des tubes et des entonnoirs sur la tête. Le procès fictif intenté en mai 1921 à Maurice Barrès pour « *crime contre la sûreté de l'esprit* » provoque

la dislocation du mouvement car Tzara s'insurge contre toute forme de justice. En 1922, André Breton forme un comité pour défendre l'esprit moderne et qualifie Tzara d'imposteur. Il devient alors le chef de file d'un nouveau mouvement, le surréalisme.

Avec l'armistice, Dada ne pouvait survivre qu'un temps car Dada est la guerre. Mais ses héritiers, à l'instar du célèbre artiste américain Jeff Koons, ont su puiser dans cette philosophie une inspiration sans limites.



Mother and Egg-Kurt Schwitters

Sous la haute direction de M. Claude Ribbe, écrivain, colonel de réserve de l'armée de l'air

Adjudant Fanny Boyer
rédactrice au CERPA

Michel de Montaigne et Étienne de La Boétie, visages de l'amitié

Dans la galerie des amitiés célèbres, comment ne pas s'attarder devant celle, dépeinte par des siècles de culture classique française, qui unissait les poètes humanistes Montaigne et La Boétie ? Il est effectivement d'édifiants modèles de couples ayant incarné un absolu, une référence en matière d'idéaux : le leur est de ceux-là.

Un duo emblématique de l'Histoire de France

Moment de révolutions religieuses, d'agitations sociales et de contestations du pouvoir monarchique en Europe, le XVI^e siècle est aussi celui de la Renaissance. Ce mouvement culturel prône par l'humanisme l'éveil de la conscience humaine et de la liberté. Étienne de La Boétie, jeune bourgeois français âgé d'à peine dix-huit ans, s'inscrit dans ce courant intellectuel avec la rédaction d'une critique du système politique en place avec le manuscrit du *Discours de la servitude volontaire*. Michel de Montaigne, moraliste et philosophe éclairé, cherche à rencontrer l'auteur d'un tel réquisitoire.

Les deux hommes font connaissance à une soirée mondaine, en 1558, et se lient d'une profonde amitié qui dure pendant quatre ans. C'est la mort prématurée de La Boétie, à l'âge de trente-deux ans, qui y met un terme le 18 août 1563. L'intensité des liens tissés n'en est pourtant pas amoindrie : Montaigne dira ne plus vivre qu'à moitié depuis la mort de celui qu'il appelait « son frère ». Unis par cette « liberté volontaire » qu'ils nomment amitié, ces deux personnalités fortes et originales du XVI^e siècle laissent en héritage culturel à leurs contemporains la beauté de la réciprocity d'un sentiment, par un récit lyrique et exalté.

Étienne de La Boétie



Une amitié glorifiée par leurs propres écrits

Montaigne réussit par les mots à faire vivre son amitié avec La Boétie. Il publie dans une lettre, adressée à son père, le récit des derniers jours de son ami et relate avec admiration le courage dont ce dernier a fait preuve dans la maladie. Dès que ses finances le lui permettent⁽¹⁾, il renonce à ses charges de magistrat et décide de se consacrer à l'écriture et à l'édition, notamment à celle des écrits de son compagnon disparu. L'œuvre littéraire de Montaigne est articulée autour du souvenir de La Boétie, à qui il dédie par exemple le

chapitre XXVIII du livre premier de ses *Essais* : « *De l'amitié* ». Il souhaitait initialement insérer au cœur de son œuvre, littéralement en son milieu, le *Discours de la servitude volontaire* en hommage à son ami mais se ravise compte tenu de la teneur des propos.

L'union de leur âme, selon leurs propres mots, se matérialise également par le legs de La Boétie, testamentaire et symbolique, de sa bibliothèque à Montaigne. Ces deux poètes rendent publique leur amitié et contribuent à la sacralisation de leur relation par la force de l'écrit, qui fixe les sentiments et qui laisse une trace inaltérable.

Michel de Montaigne



L'intensité et l'immuabilité de leur relation

Le célèbre mot de Montaigne, « *parce que c'était lui, parce que c'était moi* », tente de définir les raisons de son amitié avec La Boétie. La notion d'impuissance face au destin et celle de fatalité sublime mythifient leur connexion inconditionnelle. Encore contée comme l'une des plus solides qui soient lorsqu'il est question de se référer à un modèle d'amitié véritable, l'histoire de Montaigne et de La Boétie fait appel à des valeurs pures et louables auxquelles l'homme aspire toujours : le sentiment sain et sacré de l'amitié.

La définition même de cette notion opposait pourtant Montaigne et La Boétie. Elle relevait d'une fusion totale des âmes, universelle et spirituelle, pour le premier, tandis qu'elle était éprouvée par l'expérience et la mutuelle estime des esprits selon le second. Toutefois, la longévité de celle qui les confondait fait l'unanimité : racontée par eux, depuis commentée par d'autres, aujourd'hui inscrite à l'encre dans les programmes scolaires, et finalement familière de tous.

Il est vain de tenter de rationaliser les rapports qu'entretenaient Michel de Montaigne et Étienne de La Boétie. L'Histoire retient l'intensité de la sincère amitié qui unissait ces deux poètes. Et c'est par des références contemporaines à leur duo comme par un vers dédié dans la chanson à l'éloquent titre *Les Copains d'abord* du poète Georges Brassens, que l'on se rappelle que cette amitié légendaire continue d'inspirer, d'émouvoir, et de traverser les âges.

1. Son père meurt en 1568 et lui lègue sa fortune.

Sous la haute direction de M. Claude Ribbe, écrivain, colonel de réserve de l'armée de l'air

Sous-lieutenant Louise Matz
chargée d'études au CERPA

Jean Marais et Jean Cocteau

L'histoire de Jean Cocteau et de Jean Marais est celle d'une passion dévorante qui se mue en amitié. Le célèbre poète endosse le rôle de Pygmalion et façonne le jeune homme en passe de devenir l'acteur le plus célèbre de sa génération.

En 1937, les deux hommes se rencontrent alors que Jean Marais vient passer une audition pour la pièce *Œdipe roi* de Jean Cocteau, qui s'est donné la tâche de « *retendre la peau des mythes* ». Ils développent immédiatement une relation privilégiée qui va donner naissance à une œuvre fructueuse.

La rencontre de deux profils contrastés

Jean Marais a été élevé par une mère extravagante et cleptomane quand elle n'est pas en prison. Fasciné par le cinéma – notamment par les aventures dramatiques de Pearl White et par les extravagantes exhibitions de Douglas Fairbanks – il se jure de devenir acteur. Malgré les difficultés, auxquelles

s'ajoute son échec au Conservatoire, il continue de courir les auditions et finit par jouer de petits rôles auprès du metteur en scène Marcel L'Herbier. Il prend aussi des cours à l'Atelier de Charles Dullin, contre la tradition et le conservatisme. En 1937, alors qu'il se présente à l'audition d'*Œdipe roi*, Jean Cocteau est ébloui par sa beauté désinvolte. Le metteur en scène lui propose le rôle du Chœur antique, un rôle muet car sa voix n'est pas adaptée au théâtre. Comme l'écrira plus tard le comédien, « *j'ai attendu vingt-quatre ans avant de naître* ».



Élevé dans une famille de la grande bourgeoisie parisienne, Jean Cocteau a commencé à fréquenter les salons intellectuels avant la guerre. Le dandy esthète est devenu célèbre en 1909 grâce à la publication de ses poèmes. À l'époque de l'entre-deux-guerres, il fait partie de l'avant-garde artistique et collabore avec de grands musiciens comme Erik Satie ou Darius Milhaud, et avec de grands peintres comme Pablo Picasso. Cocteau est alors un vrai génie artistique qui écrit des poèmes d'influence futuriste et dadaïste, qui peint et dessine, qui écrit et met en scène des pièces de théâtre. Jean Marais, admiratif, reçoit presque comme une nécessité l'affection qu'il lui cède de façon instinctive. Entre « Jean » et « Jeannot », une histoire d'amour passionnelle est née, qui sera particulièrement productive sur le plan artistique.

Du metteur en scène au scénariste, et de l'acteur à l'Acteur

Jean Cocteau modèle les goûts culturels de Jean Marais. « *Écrire est un acte d'amour* », affirme le poète qui avoue trouver sa puissance créative dans l'énergie de l'amour. Le jeune acteur lui arrache des sentiments intenses et, lorsque ce dernier est mobilisé en 1939, ses lettres témoignent de son attachement viscéral : « *Je te cherche partout comme un pauvre chien aveugle et je me couche pour une minute. Je me lève et je te cherche ailleurs. Vivre sans toi est atroce.* » Ainsi, l'œuvre de Cocteau ne peut être appréhendée sans comprendre sa vie amoureuse. Après avoir joué dans les pièces de théâtre de son mentor, Jean Marais fait ses débuts au cinéma avec *L'Éternel Retour* de Jean Delannoy en 1943. À la suite de ce succès, il joue dans la plupart des films de Cocteau : *La Belle et la Bête* (1946), *L'Aigle à deux têtes*, *Orphée* (1949), etc. Éblouissant, il est devenu l'un des acteurs les plus célèbres de tous les temps. Son couple avec Jean Cocteau est désormais mythique.

L'amitié pour sauvegarder l'amour

Dans *Le Potomak*, Jean Cocteau écrit que « *l'amour est toujours un désastre* ». Lorsque Jean Marais prend ses distances avec le cinéaste dans les années 1950, ce dernier décide d'offrir à « Jeannot » le costume durable de l'ami. Par ce sacrifice, il offre à celui qu'il aime un amour éternel, protégé des tourments de la relation amoureuse. Jean Marais joue dans le dernier film de Cocteau – *Le Testament d'Orphée* – en 1959, puis finit d'asseoir sa notoriété grâce à son rôle dans *Le Comte de Monte-Cristo*, *Le Bossu*, *Capitaine Fracasse* ou encore *L'Homme au masque de fer*. Lorsque Jean Cocteau, qui s'était retiré en bord de mer, meurt le 11 octobre 1963, l'acteur est inconsolable. Il confie à la presse que son ami « *a passé sa vie à être la chance de quelqu'un* ». Entre 1938 et 1963, les deux amis auront échangé 851 lettres remplies d'affection. En 1970, Jean Marais tourne son dernier film, *Peau d'âne*, puis part s'installer dans le sud de la France pour écrire, pour peindre et pour sculpter. Au sein de sa demeure, il baigne dans le souvenir de « Jean » : des livres, des peintures et des dessins dédicacés, des portraits du peintre, des photographies du couple et des poèmes inédits qui évoquent toujours et encore l'amour et la jeunesse éternelle.

L'un sans l'autre, Jean Cocteau et Jean Marais n'auraient sans doute pas connu un destin si intense ni porté le fruit d'une création si prolifique.

Sous la haute direction de madame Amélie Blanckaert, présidente de *Coup de Plume*

Adjutant Fanny Boyer
rédactrice au CERPA

Les amitiés d'Émile Zola

Convaincu de l'avenir du roman naturaliste, inspiré par les impressionnistes, Émile Zola travaille à révolutionner la littérature. Intégré à des cercles intellectuels qui réunissent des amis ou des disciples, il réfléchit à la manière de décrire le monde moderne et quotidien, sans tabous, pour afficher la vérité nue contre le « Beau idéal », fade, lisse et rétrograde.

Émile Zola, qui souffre de problèmes nerveux que l'on dit hérités de sa mère, fait de l'amitié un pilier de sa stabilité émotionnelle, au service de sa puissance créatrice. Sa plus grande amitié reste celle, fusionnelle, qu'il noue avec le peintre impressionniste Paul Cézanne au collège Bourbon d'Aix-en-Provence au début des années 1850. Multipliant les cercles d'amitié, qui alimentent sa réflexion, il parvient à créer une œuvre nouvelle qui témoigne de son génie pour l'écriture.

Les impressionnistes et le naturalisme

À Aix-en-Provence, Cézanne et Zola s'interrogent sur la création artistique et sur la manière de lutter pour leur idéal. Zola rêve, au sens propre, de leur « deux noms en lettres d'or ». Parti s'installer en région parisienne, il souffre un temps de la misère et de la faim. Grâce à son ami Cézanne, qui l'a rejoint à Paris, il fait la connaissance des peintres impressionnistes Camille Pissarro, Édouard Manet, Jean Monet, Jean Renoir, Alfred Sisley, et le peintre réaliste Henri Fantin-Latour. Intégré à cette avant-garde artistique, dite « des Batignolles », il se réunit avec eux au café Guerbois, où il acquiert une nouvelle vision du monde, qui porte en germe sa conception de l'écriture : prose, technique descriptive, thème de la réalité moderne et quotidienne... Zola se fait le porte-parole de ses amis, qui reflètent selon lui la modernité. Critique d'art, sous le nom de « Claude », il contredit les tenants de l'art académique. « *Je serai toujours du parti des vaincus* », écrit-il dans *Mon Salon*. « *Il y a une lutte évidente entre les tempéraments indomptables et la foule. Je suis pour les tempéraments et j'attaque la foule.* » Pendant plus de quinze ans, convaincu de l'unité de leur création, il se bat pour la cause des impressionnistes : le naturalisme. Mais vers 1880 il prend ses distances avec le mouvement, considérant que la plupart de ses amis



manquent de rigueur technique, et qu'ils ne présentent au public qu'une « esquisse à peine sèche ». L'intérêt pour la peinture est palpable dans toute l'œuvre zolienne. Le thème de l'art lui permet d'étudier la fatalité artistique quand le travail de créateur « ne peut contenter le besoin impérieux d'universalité et de totalité ». Le quatorzième volume du cycle des *Rougon-Macquart*, intitulé *L'Œuvre*, raconte d'ailleurs l'histoire du peintre Claude Lantier, personnage composite – « *Un Manet, un Cézanne dramatisé* » – qui se suicide devant son impuissance créative. Cette fin tragique lui vaut de perdre en 1886 l'amitié de Paul Cézanne, qui y voit une offense à son œuvre.



Autoportrait de Paul Cézanne, 1875.

Le groupe de Médan pour développer le roman naturaliste

Chez lui, à Médan, avec l'aide précieuse de sa femme Alexandrine, Zola dirige des séances de réflexion sur la littérature naturaliste. Le groupe, constitué de cinq écrivains de la jeune génération, s'est formé à la suite du dîner qui s'est déroulé dans la brasserie de Trapp en avril 1877. Au carrefour des générations, ce repas devait être l'occasion de réfléchir à la mise en œuvre de romans expérimentaux pour montrer l'homme naturel, soumis aux lois physico-chimiques, et déterminé par les influences de son milieu, en accord avec les découvertes de Claude Bernard. Ce rendez-vous historique marque la naissance officielle de l'école naturaliste. Le « maître de Médan » noue des liens privilégiés avec certains de ses disciples comme Paul Alexis, Henry Céard, ou encore Guy de Maupassant, qu'il admire particulièrement dès la première œuvre : « *Avec Boule de suif, il donnait l'œuvre décisive, il se classait parmi les maîtres* », déclare-t-il. En 1880, les amis publient un ouvrage collaboratif, intitulé *Les soirées de Médan*, édité chez Charpentier, un ami de Zola. Mais les divergences d'opinion ont finalement raison du groupe.

Avec son célèbre pamphlet *J'accuse* lors de l'affaire Dreyfus, Zola réunit autour de lui un nouveau groupe issu d'un mouvement littéraire mineur qui souhaite revenir aux sources d'une authentique poésie nationale : les « naturistes ». Grand maître de la littérature, Zola est parvenu à révolutionner l'écriture, en nourrissant ses idées et son style auprès de ses amis.

Sous la haute direction de madame Amélie Blanckaert, présidente de *Coup de Plume*

Adjudant Fanny Boyer
rédactrice au CERPA

Le Bateau-Lavoir illumine la butte Montmartre

Le Paris du xx^e siècle est une véritable ruche qui attire la plupart des artistes européens. Le Bateau-Lavoir, ensemble d'ateliers installés sur la butte Montmartre, cristallise cette effervescence qui donnera naissance à de nombreux courants artistiques. Le monde de l'art contemporain bénéficiera de ces révolutions créatives.

« Je sais que l'on reviendra au Bateau-Lavoir. C'est là que nous avons été heureux, nous étions considérés comme des peintres et non comme des bêtes curieuses ».

Pablo Picasso

L'atelier parisien, le centre de la création artistique



Autrefois réservée à une élite, la fonction d'artiste s'est considérablement démocratisée depuis le xix^e siècle. Elle voit ainsi apparaître, en plus de la sculpture et de la peinture, les arts décoratifs, la lithographie et bientôt la photographie. Dans les années 1860, la ville de Paris compte plusieurs milliers d'artistes à la notoriété incertaine. La rénovation de la ville engagée par le baron Haussmann favorise la création de nouveaux espaces dédiés aux arts. Ces lieux viennent compléter les académies ou les écoles déjà existantes dans la capitale.

L'atelier particulier est le centre de la gestation des œuvres, mais aussi un espace d'exposition et de rencontres. Il n'est pas rare qu'un artiste reçoive des amis proches, des élèves ou des mécènes prestigieux. Les tableaux de Gustave Courbet comme *L'Atelier du peintre* (1855) ou *L'Atelier* (1870) peint par Frédéric Bazille témoignent de l'importance de ces lieux de travail où s'établissent d'intenses relations intellectuelles et commerciales.

Les ateliers collectifs

À l'inverse de ces ateliers bien éclairés par des verrières, il existe à Paris des cités d'artistes qui regroupent plusieurs créateurs dont l'esprit de bohème alimente les romans. En 1889, monsieur de Thionville rachète sur la butte Montmartre dans le xviii^e arrondissement de Paris une manufacture de pianos devenue guinguette pour le transformer en une dizaine d'ateliers qu'il loue à des artistes désargentés. Il n'est alors pas rare que des mécènes consacrent une partie de leur fortune à l'art. Le bâtiment de Montmartre,

situé à flanc de colline, est fait de briques et de bois. Les ateliers sont exigus, sombres, étouffants en été et glacials en hiver. Ils ne disposent que d'un seul point d'eau. Le peintre Maxime Maufra est le premier à s'y installer en 1893. Max Jacob, qui fréquente assidûment les lieux, voyant le linge sécher aux fenêtres, surnomme cette cité le *Bateau-Lavoir*.

Le refuge des artistes

Le lieu, bien que vétuste, n'est toutefois pas triste. Les artistes se regroupent dans la cour pour festoyer et recevoir leurs collègues et amis. Paul Gauguin, avant de partir pour la Polynésie, y fait ainsi de nombreuses apparitions. En 1908, les locataires organisent un banquet en l'honneur du Douanier Rousseau, peintre amateur estimé de Picasso. Il n'est donc pas rare de croiser Henri Matisse, Guillaume Apollinaire, Jean Cocteau, Raoul Dufy, Maurice Utrillo. Cette vie de bohème favorise les échanges entre les peintres, les sculpteurs, les poètes et les écrivains. Ces artistes apprécient depuis le haut de la butte Montmartre des ciels changeants, des vues plongeantes sur Paris. Ces ambiances aux couleurs variées nourrissent leur créativité. Parmi les locataires célèbres, on rencontre Max Jacob ou Amedeo Modigliani, l'écrivain Pierre Mac Orlan et le sculpteur Constantin Brâncusi.

Pablo Picasso au Bateau-Lavoir

En 1904, le peintre espagnol Francisco Durrio de Madron cède son atelier au Bateau-Lavoir à Pablo Picasso, son compatriote, installé à Paris depuis 1900. Il travaillera jusqu'en 1909 dans cet atelier. Il peint alors des toiles aux teintes chaudes que la postérité qualifiera de « période rose » et qui exaltent l'amour et la mélancolie. Picasso rencontre Matisse qui l'initie aux arts venus d'Afrique en lui montrant en particulier des masques. De cette rencontre est né un extraordinaire tableau en 1907, intitulé *Les Femmes d'Alger*. Ce chef-d'œuvre ouvre la voie à des expérimentations picturales ultérieures de Picasso avec Georges Braque, expériences qui seront à proprement parler « cubistes ».

En 1969, le Bateau-Lavoir est classé monument historique par le ministre André Malraux, mais un an plus tard un incendie le ravage. En 1978, il est rebâti pour accueillir 25 ateliers.



Les Femmes d'Alger, Pablo Picasso, 1907. ☞

Sous la haute direction d'Hélène Sirven, maître de conférences en architecture et arts appliqués à l'université Panthéon-Sorbonne.

Adjudant-chef Jean-Paul Talimi
rédacteur au CERPA

Un avion s'écrase dans la steppe russe



Les Soviétiques, qui accueillent en novembre 1942 l'escadrille Normandie se méfient de ces pilotes français au caractère râleur et imprévisible qu'ils assimilent aux Grognards de Napoléon qui ont envahi leur pays un siècle plus tôt. Mais très vite la suspicion fait place à l'admiration devant le courage et le dévouement des Français. L'accident de Maurice de Seynes et de son mécanicien Vladimir Bielozoub unit à jamais les deux pays.

« On n'abandonne pas un ami dans le malheur. »

Dicton russe

Le Normandie en Russie

Les pilotes français arrivent durant l'hiver 1942 en Russie après un long voyage. Ils déconcertent les Soviétiques par leur style de pilotage. En effet, ils sont audacieux, imprévisibles et osent des figures impossibles. La chasse soviétique, disciplinée et rigoureuse, s'inspire très vite de ce type de pilotage. La première victoire du Normandie est obtenue le 5 avril 1943. Mais c'est en juillet 1943, lors de la bataille d'Orel, alors que l'Armée rouge passe à l'offensive, que le groupe de combat français produit un effort considérable avec des journées à cinq sorties. Il obtient 17 victoires mais perd 11 pilotes, dont le chef du Groupe, le commandant Jean Tulasne. La preuve est désormais faite de l'efficacité du groupe de chasse, qui s'enrichit d'une quatrième escadrille et qui devient ainsi un régiment.

Les mécaniciens français, épuisés par cette dure campagne militaire, sont remplacés par des techniciens russes. La barrière de la langue est vite oubliée entre ces équipages hétéroclites forcés de travailler dans des conditions climatiques extrêmes. Pour chaque avion, cinq ou six mécaniciens sont placés sous les ordres d'un chef d'atelier qui doit régulièrement rendre des comptes aux pilotes et aux commissaires politiques. Les mécaniciens russes, qui sont reconnaissants à ces pilotes français d'être venus de si loin pour se battre à leurs côtés, travaillent jour et nuit pour remettre en état les avions endommagés.

Maurice de Seynes rejoint le Normandie

Maurice de Seynes est admis en 1936 à l'École de l'air où il obtient son brevet de pilote un an plus tard. Durant la bataille de France, il reçoit la Croix de guerre pour avoir abattu deux avions allemands. Il rejoint les Forces aériennes libres en 1942. Il arrive en janvier 1944 en Russie et participe aux batailles de Vitebsk, Orcha, Borisov et Minsk. Il se voit affecter comme chef mécanicien Vladimir Bielozoub, un jeune homme venu de l'Oural. Ce soldat



Maurice de Seynes

russe, qui est surnommé par de Seynes « le philosophe », se passionne pour les échecs et la littérature. Au gré des escales, les deux hommes tissent des liens en discutant de la poésie française et de la nostalgie de leur contrée natale.

En juin 1944, l'Armée rouge lance en Biélorussie et en Lituanie une offensive qui en moins de trois semaines repousse les troupes allemandes de plus de 400 kilomètres. Le Normandie, qui participe à la bataille du franchissement du fleuve Niémen assure la protection des troupes au sol.

Pour cela, il doit se déplacer régulièrement pour suivre l'avancée soviétique. Lors de ces vols de liaison les pilotes transportent dans la soute de leurs chasseurs Yak le chef d'atelier attiré à l'avion. Dans cet espace exigü, le mécano doit prendre place sans parachute. Les liaisons ne durent toutefois pas plus de vingt minutes et permettent de s'affranchir du pénible trajet sur les routes russes souvent impraticables et encombrées.



Vladimir Bielozoub

Un accident tragique

Le 15 juillet 1944, le pilote français se prépare pour rejoindre le terrain de Mikountani et Vladimir Bielozoub s'installe derrière lui. Mais peu après le décollage une fuite de carburant provoque un incendie et l'habitacle est envahi par la fumée. Maurice de Seynes est brûlé au visage par des projections d'huile ; aveuglé, il tente plusieurs fois de poser son avion. Le commandement russe puis français lui ordonne de s'éjecter. Le pilote refuse, car sauter, c'est abandonner son mécanicien. Après une dernière tentative désespérée l'avion s'écrase sur le flanc d'une colline.

L'aristocrate français et le paysan russe sont enterrés côte à côte non loin du terrain d'aviation de Doubrovka. Cette tombe scelle l'amitié qui unit les Français et les Soviétiques dans la lutte commune contre l'envahisseur allemand. La légende raconte que Staline, informé de ce sacrifice, décide le 21 juillet 1944 de récompenser les pilotes du Normandie pour leur participation à la victoire sur le fleuve Niémen, en ordonnant que désormais le régiment porte le nom Normandie-Niemen.

Le personnel qui franchit aujourd'hui le portail de la base aérienne 118 de Mont-de-Marsan où est aujourd'hui l'escadron de chasse « Normandie-Niemen » ou celui de la base aérienne 115 d'Orange « Capitaine de Seynes » doit sans doute penser au sacrifice du pilote français pour son mécanicien russe.

Après la guerre, le corps du pilote français est rapatrié en France et repose désormais au cimetière de Montrouge.

Sous la haute direction de Marie-Catherine Villatoux, docteur et agrégée en histoire, enseignant-chercheur au Centre de recherche de l'armée de l'air (CreA)

Adjudant-chef Jean-Paul Talimi
rédacteur au CERPA

Tanguy et Laverdure

La bande dessinée *Tanguy et Laverdure*, créée en 1959 par le scénariste Jean-Michel Charlier et par le dessinateur Albert Uderzo, retrace les aventures d'un duo de pilotes de chasse. Téméraires et parfois rebelles, ils ont joué un rôle original dans la promotion du métier de pilote de chasse, et plus généralement de l'armée de l'air.

De la bande-dessinée à la série télévisée : un immense succès

Créée en 1947, la bande dessinée (BD) *Les Aventures de Buck Danny* raconte les aventures de trois aviateurs de l'US Navy : Buck Danny, Sonny Tuckson et Jerry Tumbler. Créée par Jean-Michel Charlier et par Victor Hubinon, la BD est publiée chaque semaine dans *Le Journal de Spirou*. Ainsi 53 albums paraissent entre 1948 et 2008, chez l'éditeur belge Dupuis.

Au cours de leurs aventures, les trois pilotes participent à la plupart des conflits menés par les forces armées américaines depuis la seconde guerre mondiale. L'équivalent au sein de l'armée de l'air française, également scénarisé par Charlier, voit le jour en octobre 1959 dans le premier numéro de la revue *Pilote*. Il s'agit des *Aventures de Tanguy et Laverdure*, dont l'objectif est d'offrir aux lecteurs du magazine un équivalent des aventures de Buck Danny, mais aussi de Dan Cooper, qui paraissent dans *Le Journal de Tintin*. Les lecteurs découvrent alors l'histoire de deux personnages, Michel Tanguy et Ernest Laverdure. Sortis de l'École de l'air de Salon-de-Provence, ces derniers sont affectés sur la base aérienne 708 au Maroc, où est implantée l'école

de chasse de l'armée de l'air française. Dès lors, ils entament une carrière opérationnelle et multiplient les missions dangereuses, avec comme thème central l'espionnage – ils font par exemple échouer une vente de *Mirage*, évitant les pièges, traquant les ennemis, toujours au profit d'une victoire. De retour en France, les deux pilotes sont rapidement affectés à l'escadron des *Cigognes* au sein duquel ils pilotent des *Mirage III*. Les deux aviateurs, qui démontrent une excellente maîtrise de leur appareil, vivent des aventures extraordinaires, à la fois sur les bases aériennes de Dijon, d'Istres et d'Orange, et sur les bases étrangères. Dotés de personnalités contras-



DR



DR

tées – le beau brun Tanguy est honnête, droit et courageux, et le grand blond Laverdure, vantard, maladroit, excentrique et séducteur – les deux amis inséparables sont d'autant plus attachants qu'ils forment un équipage loin d'être parfait. Menant toujours à bien leurs missions, ce sont aussi des personnages indépendants, qui bravent parfois la discipline militaire. *Les Aventures de Tanguy et Laverdure* passionnent dès leurs débuts les lecteurs du magazine, et en particulier la jeunesse. Ils y découvrent la grandeur d'un métier exigeant, celui d'aviateur. Après 23 albums parus entre 1961 et 1971 aux éditions Dargaud, dans diverses langues, et où se sont succédé les dessinateurs, les exploits de Tanguy et de Laverdure sont repris en 1967 à travers une série télévisée intitulée *Les Chevaliers du ciel*.

La promotion de l'armée de l'air

Les Aventures de Tanguy et Laverdure ont permis aux lecteurs une plongée excitante dans le monde de l'aviation militaire. Ils ont en effet pu suivre les exploits de pilotes appartenant à la catégorie aéronautique la plus populaire, celle des pilotes de chasse, dont la gloire est déjà bien connue depuis la seconde guerre mondiale. La BD a révélé l'intérêt particulier suscité par la jeune armée auprès de la population. Elle fait écho à l'amour pour l'aéronautique d'une jeunesse désireuse d'aventures et d'un grand public qui aime le frisson qu'engendre la conduite de machines volantes perfectionnées. Elle est devenue, avec la série télévisée, un outil de communication et de promotion de l'armée de l'air.

Depuis 1979, les albums sont à nouveau publiés par les éditions Novédi. En 2003, les éditions Dargaud ont fait paraître de nouveaux épisodes sous le titre *Les Chevaliers du ciel Tanguy et Laverdure*. C'est ainsi que l'album *L'opération Opium*, paru en 2005, au même moment que le film *Les Chevaliers du ciel* (qui ne reprend pas les mêmes héros), raconte l'intervention des forces aériennes françaises en Afghanistan après les attentats du 11 septembre, et le déploiement de pilotes en Iran. Tanguy et Laverdure, qui ont suscité tant de vocations, continuent de faire le bonheur des passionnés d'aéronautique.

Sous la haute direction de Marie-Catherine Villatoux, docteur et agrégée en histoire, enseignant-chercheur au Centre de recherche de l'armée de l'air (CreA)

Adjudant Fanny Boyer
rédactrice au CERPA

La coopération spatiale

Pour assurer leur prestige et pour réaliser leurs objectifs, les puissances spatiales ont intérêt à développer des coopérations spatiales. À ce titre, la France a conclu un certain nombre de partenariats dans le cadre européen et international.

La France dans le programme spatial européen

À travers le Centre national d'études spatiales (CNES), la France participe aux programmes de l'Union européenne, comme *Copernicus* et *Galileo*. Lancé en 1998, Copernicus a pour objectif la surveillance mondiale de l'environnement, et la sécurité. Le programme *Galileo*, lancé en 1999, a permis de créer un système de positionnement autonome à couverture mondiale, interopérable à terme avec les systèmes étrangers. Au sein de l'Agence spatiale européenne (ESA), la France participe aux programmes scientifiques comme *Rosetta* ou *Lisa*, et aux programmes d'exploration (vol des astronautes et utilisation de la Station spatiale internationale).

Depuis 2012, l'Europe possède une gamme complète de lanceurs avec *Ariane*, *Soyouz* et *Vega*. Le lanceur lourd de nouvelle génération *Ariane 6*, attendu en 2020, sera pris en charge par *Arianespace*, la société européenne chargée de la commercialisation et de l'exploitation des systèmes de lancement de l'ESA.

La France participe aussi activement à la mise en œuvre de la politique spatiale européenne (PSE), qui comporte des volets multilatéraux, notamment traités dans le cadre des Nations unies pour ce qui concerne la sécurité spatiale internationale. La coopération spatiale européenne entend accroître la compétitivité globale de l'Europe à long terme, ambition inscrite, entre autres, dans le programme européen *Horizon 2020* pour la recherche et l'innovation.

Les partenariats spatiaux de la France

La France assure sa souveraineté grâce au développement de son programme national. Dans le cadre de la diplomatie scientifique, devenue un point central de la politique étrangère, la France a noué un certain nombre de partenariats bilatéraux par l'intermédiaire d'accords intergouvernementaux ou interagences. Leur mise en œuvre institutionnelle incombe au CNES, tandis que la coopération industrielle relève d'un volet plus commercial.

Les partenaires de la France dans la construction et la coopération spatiales sont d'abord les principales nations spatiales :

- l'Allemagne, partenaire majeur au service de l'espace européen, avec des programmes comme *Prométhée* pour la propulsion réutilisable, ou *Merlin*, pour l'environnement.

- les États-Unis, depuis plus de cinquante ans, à travers une coopération à large spectre avec la NASA et la *National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA)* dans les domaines de l'observation de la Terre, des sciences de la Terre et de l'univers, et des vols habités. Le programme *JASON*, dont la coopération a été étendue à l'Europe, a démontré une grande expertise en matière d'altimétrie et d'océanographie. En 2013, la NASA et le CNES ont conclu un accord portant sur la mission martienne *Insight* et entretiennent un partenariat privilégié concernant l'exploration martienne.

- la Russie, depuis 1966, à travers une coopération sur les programmes d'accès à l'espace. En 2011, le Centre spatial guyanais de Kourou a lancé pour la première fois un lanceur *Soyouz*.

- le Japon, dans les domaines de l'évolution technique, du développement durable, de la protection de la planète, de l'exploration lointaine ou de l'observation de la Terre.

- l'Inde, avec le programme *Megha-Tropiques*, qui étudie la climatologie tropicale et ses effets sur les systèmes spatiaux de télécommunication.

- la Chine, grâce à des coopérations scientifiques.

La France a aussi scellé des partenariats avec certaines nations ayant développé leurs propres capacités spatiales ou ayant manifesté la volonté de s'en doter, comme l'Italie, avec le programme *Athena-Fidus* pour les télécommunications duales à haut débit ou encore le projet de coopération *ORFEO* d'observation de la Terre, le Brésil, avec le projet de plate-forme satellitaire brésilienne multi-missions, le satellite géostationnaire brésilien, ou encore l'étude du cycle de l'eau en zone intertropicale. Le pays a aussi conclu des partenariats dans les domaines de la formation et des applications spatiales : avec l'Algérie, pour l'aménagement du territoire, et avec le Kazakhstan, dans les secteurs de la météorologie, de la télémédecine, de la gestion des ressources naturelles, de l'aménagement du territoire, de la prévention et de l'atténuation des risques naturels.

Depuis 1988, la France participe aussi avec les États-Unis, le Canada et la Russie à un accord relatif au programme COSPAR-SARSAT, un système international de satellites pour la recherche et le sauvetage, auquel participent 41 États et organisations.

Aujourd'hui, en s'appuyant sur des infrastructures spatiales qui ont fait leurs preuves, les nations mettent l'accent également sur la coopération dans le domaine des applications spatiales, qui constituent un secteur d'avenir.

La Cité des Étoiles : la pouponnière des exploits spatiaux soviétiques

Staline avait un goût prononcé pour le secret et les dirigeants soviétiques qui lui succèdent perpétuent cette tradition. Ainsi, lorsqu'ils décident en 1960 de construire un centre d'entraînement pour leur programme spatial, ils le font dans le plus grand secret. Mais en 1976 des pilotes étrangers intègrent la Cité des Étoiles, qui devient le symbole de l'ouverture de l'URSS vers l'Occident.

Un lieu de rencontre

Au début des années 1960, les États-Unis et l'Union soviétique se lancent dans une course à l'espace où chacun veut affirmer à la face du monde sa puissance et son savoir-faire. Le 11 janvier 1960, les Soviétiques décident de construire non loin de l'aérodrome de Tchkalovsk à 40 km de Moscou un centre d'entraînement pour les futurs cosmonautes. Cet endroit qui ne figure sur aucune carte de l'URSS est alors appelé « *unité militaire 26266* ». Officiellement ce centre n'existe pas et le personnel affecté est tenu au secret. Mais à partir de 1976 le centre d'entraînement accueille des astronautes venus d'autres États du bloc de l'Est. Il n'est ainsi pas rare de croiser des équipages originaires de Hongrie, de Pologne, de Cuba ou du Vietnam. Dans le même temps, l'URSS tente une politique d'ouverture vers l'Occident. En 1980, le spationaute français Jean Loup Chrétien est le premier Occidental admis, rejoint en 1982 par des Indiens, en 1988 par des Afghans et en 1989 par des Japonais. La chute de l'Empire soviétique ouvre les installations au monde entier et, en 1994, des Américains sont autorisés à utiliser les installations russes.



DR

La Cité des Étoiles

En 1960, les premiers bâtiments construits sont le quartier général et le logement des futurs cosmonautes. Très vite le centre se dote d'un gymnase, d'un simulateur de vol et d'une centrifugeuse. En 1968, le centre de préparation est rebaptisé Centre de recherche et de tests pour les vols habités, Cité des Étoiles. Une statue de Youri Gagarine est érigée au croisement de ses deux artères les plus importantes et la tradition impose de la fleurir après chaque mission spatiale réussie.

Le centre, alors habité par 5 000 personnes, se divise en deux secteurs. Une zone résidentielle accueille les cosmonautes, en activité ou à la retraite, ainsi

que leurs familles, et tout le personnel nécessaire au bon fonctionnement du centre. On trouve là une poste, un groupe scolaire et de nombreux magasins bien fournis, un luxe dans un pays soumis aux restrictions. L'autre secteur est la zone technique, une enclave à l'intérieur de la base, qui regroupe toutes les installations d'entraînement.

La préparation du cosmonaute

Le centre d'entraînement rassemble le personnel administratif, les ingénieurs, les contrôleurs, les techniciens et les médecins (dont des psychologues) chargés d'encadrer les cosmonautes qui préparent pendant un minimum de trois ans leur mission spatiale.

L'entraînement comprend une instruction générale d'un an qui regroupe des cours théoriques sur la mécanique, la station spatiale, l'informatique, la navigation, le pilotage, la médecine et l'apprentissage de l'anglais. Un entraînement sportif intensif est dispensé aux pilotes qui doivent pratiquer selon un programme défini de la musculation, du ski de fond, du footing, de la natation ou des sports collectifs. Cette formation individuelle s'accompagne d'une préparation en équipe afin de reproduire les expériences qu'ils devront réaliser dans l'espace et de les préparer à vivre ensemble pour les missions de longue durée. Les deux équipages ainsi formés (un titulaire et un remplaçant) se soumettent à des séances éprouvantes en simulateur, à des vols paraboliques ou à des stages de survie en milieu hivernal, en mer ou dans le désert. Chaque geste de la mission est répété à l'infini dans des maquettes à l'échelle 1 de la station spatiale, dans les simulateurs du vol du vaisseau Soyouz, ou dans un bassin d'immersion qui simule les sorties dans l'espace en scaphandre pressurisé. Le plus dur pour les hommes est le passage dans la centrifugeuse qui reconstitue les accélérations du décollage et de la rentrée atmosphérique. Avant de prendre son envol, chaque cosmonaute passe une visite médicale au cours de laquelle il est examiné par soixante médecins.

Depuis 2008, l'administration de la Cité des Étoiles jusque-là confiée à l'armée est placée sous la responsabilité de l'agence spatiale Roscosmos. Depuis cette date, le centre d'entraînement est ouvert au public. Pour la somme de 90 000 dollars un civil peut se payer une « *présentation de la formation de cosmonaute* » qui dure dix jours dont un entraînement en centrifugeuse, une simulation d'apesanteur dans la piscine et un dîner avec un ancien cosmonaute.

Sous la haute direction de monsieur Thomas Pesquet, astronaute

Adjudant-chef Jean-Paul Talimi
rédacteur au CERPA



Le Conseil de l'Arctique et ses paradoxes

En 2017, le méthanier *Christophe de Margerie* établit un nouveau record de rapidité en traversant l'océan Arctique en six jours et demi et en rejoignant la Corée du Sud depuis le nord de la Norvège en 22 jours contre 34 jours par le canal de Suez. Cette navigation à travers l'océan le plus septentrional de notre planète est facilitée par la réduction croissante dans le temps et dans l'espace de la banquise estivale arctique. L'Arctique est une « méditerranée » polaire qui offre de nouvelles perspectives économiques du fait du réchauffement climatique.

La richesse du sous-sol en hydrocarbures et en minerais et leur possible exploitation attisent de grandes convoitises. La fonte croissante de la banquise en période estivale augmente la possibilité de navigation dans les eaux polaires avec les enjeux de souveraineté immédiats. Les enjeux économiques et géostratégiques arctiques sont colossaux mais il faut noter que 90 % des ressources identifiées se trouvent dans des zones économiques exclusives des États riverains. L'importance de ces enjeux et l'inhospitalité du milieu obligent donc ces pays à coopérer.

Les pays arctiques⁽¹⁾ ont fondé en 1996 le Conseil de l'Arctique, un forum intergouvernemental de discussions sur la gouvernance de l'océan Arctique. Cet organe est reconnu comme l'organisation de référence de la région : il regroupe aujourd'hui 8 pays membres, 6 organisations membres représentant les peuples autochtones, 13 pays au statut d'observateurs.

Cette organisation internationale, qui œuvre pour la protection et la préservation de l'environnement et le développement durable de la zone, voit ses ambitions entrer en contradiction avec les intérêts nationaux des États – arctiques et non-arctiques – mettant en évidence les enjeux paradoxaux auxquels fait aujourd'hui face la région polaire.

I. Le Conseil de l'Arctique : acteur clé de la protection et du développement régional

Le Conseil de l'Arctique promeut le dialogue et la coopération entre ses membres. Ses domaines de compétences sur la protection de l'environnement et le développement économique durable sont réparties en six groupes de travail. Créateur de normes, il prend peu de décisions contraignantes, ce qui fonde sa réussite et les limites de sa forme de gouvernance non coercitive. Sa présidence est tournante entre les pays membres pour deux ans. Il réunit 80 % du PIB mondial et 75 % de la population mondiale.

Les réalisations du Conseil de l'Arctique sont diverses. Il promeut la coopération des garde-côtes des pays littoraux, la surveillance et l'évaluation écologique de l'océan. Il a fortement encouragé la rédaction et l'adoption du Code polaire entré en vigueur le 1^{er} janvier 2017 et d'un accord de *Search & Rescue* entre les pays membres. La présidence finlandaise courante jusqu'à 2019 se concentre sur la protection de l'environnement et l'adaptation au changement climatique, la connectivité, l'éducation et la coopération météorologique. Toutefois, les réalisations du Conseil sur la question minière sont inexistantes, preuve de l'importance économique qu'elle représente pour les États membres.

II. Les missions du Conseil de l'Arctique se heurtent aux intérêts nationaux des États

L'accessibilité accrue de l'océan Arctique et son intégration dans la mondialisation interrogent sur les rivalités géopolitiques possibles entre les pays riverains et les pays extérieurs à la zone à l'instar des pays asiatiques⁽²⁾. Seule la Russie possède les infrastructures nécessaires pour une navigation sécurisée avec 14 ports et bases militaires dans la zone. Le passage du Nord-Ouest dans l'archipel canadien n'a toujours pas de statut juridique défini. L'exploitation des ressources attise également des convoitises avec, par exemple, la rivalité sino-américaine concernant la mine de terres rares de *Kvanefjeld* au Groenland.

Le Conseil de l'Arctique est une organisation régionale qui traite de problématiques locales ou globales. Mais ses recommandations indiquent que les eaux polaires demeurent soumises à de nombreux risques de pollution dus aux activités économiques et à leurs conséquences (extractions géologiques, pollutions des transports, « cimetières » nucléaires). Espace de paix, la zone connaît un renforcement des présences militaires notamment sur sa façade eurasienne.

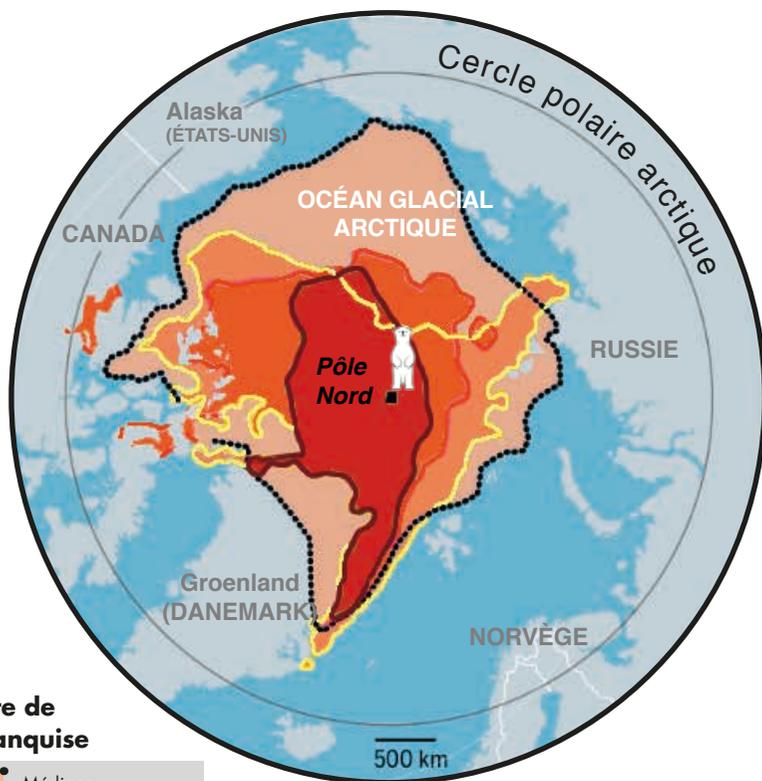
Par ailleurs, le Conseil de l'Arctique semble de plus en plus concurrencé dans la gouvernance de la région. Des organisations de coopérations régionales se développent comme la *Barents Euro-Arctic Region*. La diplomatie bilatérale demeure un recours toujours important comme l'illustre la diplomatie chinoise avec la coopération sino-russe en Arctique sur la navigation et sur l'exploitation des ressources gazières et les relations sino-islandaises.

1. Cinq pays littoraux (Canada, Danemark, États-Unis, Norvège, Russie) et trois pays arctiques (Islande, Suède et Finlande).

2. Fabien Carlet, *Les « Asiatiques » en Arctique : la ruée vers le Nord*, ANAJ-IHEDN, 2015.

L'évolution de l'Arctique

Le recul de la banquise



Limite de la banquise

- Médiane 1979-2000
- Été 2007
- Septembre 2012
- Horizon 2020-2030

Les nouvelles frontières dans l'Arctique



Infographie : M. Philippe Bucher, service PAO du CERPA

- Limites des 200 milles (zone économique exclusive)
- Voies maritimes**
 - Route du Nord-Est
 - Route du Nord-Ouest
 - Route du pont arctique
 - Route transpolaire
- Espaces maritimes revendiqués par :**
 - Le Canada
 - La Russie
 - Le Danemark
 - La Russie et le Danemark
 - Les États-Unis
- Principaux champs de pétrole et de gaz**
 - En exploitation
 - Découverts
 - Exploitation minière

Adjudant-chef Jean-Paul Talimi
rédacteur au CERPA

Foucault, Deleuze, Guattari : des hommes et des œuvres façonnés par la rencontre



Comment se rencontre-t-on ? Alors que certaines rencontres laissent penser qu'elles sont le fruit d'un hasard plus ou moins heureux, d'autres au contraire peuvent nous apparaître presque « inévitables », comme inscrites dans un « ordre des choses ». Toute rencontre n'induit pas une amitié, ce qui n'empêche pas qu'elle puisse infléchir de manière décisive le cours d'une existence, voire celui d'une œuvre ; peut-être est-ce là ce que nous enseignent les relations entre les trois philosophes Michel Foucault, Gilles Deleuze et Félix Guattari.

Nés à quelques mois d'intervalle, les deux premiers se rencontrent à Lille, en 1952, lors d'une conférence prononcée par Foucault, à laquelle assiste Deleuze. Malgré le repas auquel un ami commun les convie juste après, les deux hommes ne s'entendent guère que sur ce qui les sépare et se trouvent peu disposés à prolonger leurs échanges. Ce n'est autre que Nietzsche, dont la pensée a guidé leurs parcours philosophiques, qui les réunira véritablement dix ans plus tard, lorsque Deleuze publie son fameux *Nietzsche et la Philosophie*. Ce premier point commun porte l'ambiguïté d'un rapprochement comme d'une concurrence : fasciné par l'ouvrage, Foucault est toutefois « exaspéré de voir l'œuvre de Nietzsche à ce point liée à la lecture qu'en a donnée Deleuze », au point d'avouer que « ce qu'il aimait de Nietzsche, c'était le Nietzsche de Deleuze » (Dosse, 2014). Chez Nietzsche, Foucault s'intéresse particulièrement à la démarche généalogique, qu'il reprend pour analyser l'institution : comprendre une institution comme la prison, pense Foucault, ce n'est pas tant l'appréhender sous l'angle de sa fonction que sous celui de son avènement, c'est-à-dire du coup de force par lequel elle en vient à se mettre en place. C'est dans cet esprit que va se mettre en place au sein du Centre d'Étude, de Recherche et de Formation Institutionnelles (CERFI) un « groupe généalogie », animé notamment par Foucault, « qui va chercher à montrer comment un équipement particulier n'est d'aucune utilité en dehors de sa fonction d'instrument de codage, de confinement, de limitation et d'éradication de l'énergie sociale libre. »

(Mozère, 2004). C'est en effet sur la question de l'identité et de la différence, sur la signification de la folie et sur la signification profonde du « devenir soi » que Foucault et Deleuze se retrouveront profondément, au point de se côtoyer dans un organisme plus militant – le Groupe d'information sur les prisons (GIP) – qui verra les deux hommes participer à des manifestations parfois houleuses de soutien à des prisonniers mutins. Des divergences dans leurs engagements comme dans leurs options philosophiques vont cependant conduire les deux hommes à s'éloigner. L'estime demeurera : « *Peut-être qu'on s'est connus trop tard* », regrettera Deleuze, reconnaissant qu'il avait « *énormément de respect pour lui*. (...) *Foucault existe avec cette personnalité si forte et si mystérieuse... qu'il ait écrit de si beaux livres, avec un tel style, je n'en ai jamais éprouvé que de la joie* » (Dosse, 2004).

Rencontré en 1969, alors que Deleuze était mis à l'épreuve par de graves problèmes pulmonaires, Guattari partage le même intérêt pour l'élucidation des relations entre institution et pouvoir, abordée cette fois à partir de l'« Analyse institutionnelle » inspirée de Jean Oury. L'intention est de faire en sorte, par un travail de verbalisation mené en groupe, que l'instituant (l'homme) se réapproprie l'institué (l'institution) afin de ne pas se trouver aliéné par elle.

Dans une lettre du 25 juillet 1984 adressée au philosophe japonais Kuniichi Uno, Deleuze se livre au délicat exercice de décrire la relation qui le lie à Félix Guattari et qu'il présente de manière assez étonnante : « *Nos différences nous desservait, mais nous servaient encore plus* » ; « *Félix (...) c'est (...) une mer : toujours mobile en apparence, avec des éclats de lumière tout le temps. (...) Il a des vitesses extraordinaires. Moi, je serais plutôt comme une colline : je bouge très peu, suis incapable de mener deux entreprises, mes idées sont des idées fixes, et les rares mouvements que j'ai sont intérieurs* ». Non sans humour, il souligne la complémentarité née de leurs différences : « *À nous deux, Félix et moi, nous aurions fait un bon lutteur japonais*. » Pas une fois dans cette lettre les liens tissés avec Guattari ne sont qualifiés d'« amicaux », ce qui n'empêche pas Deleuze de reconnaître une vertu rare à leur relation, peut-être leur plus belle réussite : avoir pu travailler ensemble. Tous deux furent animés de la conviction qu'ils avaient une œuvre à bâtir ensemble, sans savoir à l'origine comment s'y prendre. Mystère d'une alchimie créatrice qui s'opérait pourtant, puisque le tandem coécrivit pas moins de cinq ouvrages : « *Le livre, parfois, prenait une forte cohérence qui ne s'expliquait plus ni par l'un ni par l'autre* » (Deleuze, 2003).

Emmanuel Nal, maître de conférences en philosophie à l'université de Mulhouse

L'amitié, petit regard philosophique

L'amitié est nécessaire à la vie bonne ; point n'est besoin d'être philosophe pour en convenir. Nous savons l'heur que nous procure une relation amicale ; peut-être même commençons-nous à découvrir les plaisirs de l'amitié bien avant d'avoir appris à la nommer et à la reconnaître. La simplicité avec laquelle une relation amicale peut se vivre n'empêche cependant pas de s'étonner de la manière dont elle apparaît et se perçoit, de sa longévité comme de sa fragilité, ni de s'interroger sur sa valeur et sur ses vertus.

Originalité de l'amitié

On peut se souvenir du moment qui a inauguré une relation amoureuse : on n'oublie pas non plus le moment où l'on s'est marié, marqué par l'énoncé performatif de l'officier d'état civil qui l'« institue » formellement. Mais est-on capable de dire à partir de quand on est devenu ami(e) avec quelqu'un ? Parfois on confond le début d'une amitié avec la date de la rencontre ; c'est peut-être commettre là quelque anachronisme car, si une certaine entente peut se produire assez spontanément, elle ne suffit pas à faire une amitié, qui ne s'accorde qu'avec le temps pour ne pas être abusée. Ce temps, réfléchit Aristote dans l'*Éthique à Eudème*, est celui d'une mise à l'épreuve : « *il ne faut pas trop de rapidité ni de facilité pour qu'un jugement soit correct. Par ailleurs, sans confiance, l'amitié ne peut être stable et il ne peut y avoir de confiance sans l'épreuve du temps* » (1237b – 10). Dans l'Antiquité, l'amitié se conçoit souvent comme une affection réciproque entre « gens de bien », qui savent la valeur de cette relation et qui la considèrent aussi comme le fondement d'une communauté politique.

Des vertus de l'amitié

Dans la *Somme théologique*, Thomas d'Aquin présente l'amitié comme l'expérience donnée aux hommes d'une certaine unité affective et spirituelle qui leur rappelle leur destin commun : « *Du fait que [Dieu] nous rend participants de sa béatitude, il convient que, sous ce rapport, une certaine amitié s'établisse.* » Montaigne met davantage l'accent sur la connivence dans l'amitié, a lieu où un accueil mutuel qui laisse la possibilité d'être soi : dans l'amitié, « *les âmes s'unissent et se complètent de façon si complète qu'elles effacent et font disparaître la couture qui les a jointes* » (*Essais*). Au contraire,

pour Nietzsche, l'ami est comme ce qui nous sauve de nous-même : « *Je et moi sont toujours en conversation trop assidue : comment cela serait supportable s'il n'y avait pas un ami ?* » (*Ainsi parlait Zarathoustra*). L'amitié nous apprend quelque chose sur nous-même : « *Notre foi en les autres révèle ce à quoi nous aimerions bien croire en nous-mêmes* » ; l'ami est ainsi cet autre qui pousse à devenir autre. Loin de toute complaisance, il me rappelle, pour Nietzsche, à mon devoir de me dépasser et c'est même parfois lui, au nom de notre amitié, qui me contraint à ce dépassement ; ce qui fait que parfois « *en son ami* », écrit encore Nietzsche, « *on doit voir son meilleur ennemi* » (*ibid.*). Chez Derrida, (*Politiques de l'amitié*) l'amitié implique de ne pas tout se dire et se comprend comme un art de la distance et un devoir de réserve. Elle est une relation du clair-obscur qui ne cherche pas à tout expliciter d'elle-même : espace d'une pudeur qui sait valoriser le silence, lequel consacre à la fois le mystère et l'indicible. Loin de vouloir l'autre ou de vouloir être tout pour l'autre, l'ami apprend à se situer comme altérité, face à une altérité : l'amitié ne réduit pas la distance, nous laisse penser Derrida ; elle découvre au contraire comment cultiver cette dernière pour demeurer elle-même.

Amitié, camaraderie, fraternité : quelles nuances ?

En gage d'un sentiment de grande reconnaissance ou d'affection vive, on entend parfois : « *Plus qu'un ami, tu es un frère* » ; même si elle suggère une relation particulièrement profonde, la relation fraternelle n'est cependant pas sans ambivalence. Dans *Laelius ou l'amitié*, Cicéron reconnaît que « *l'amitié vaut mieux que la parenté, du fait que la parenté peut se vider de toute affection, l'amitié, non : qu'on ôte l'affection, il n'y a plus d'amitié digne de ce nom, mais la parenté demeure* ». Sans doute faut-il distinguer une fraternité « *biologique* », d'une fraternité subjective ou élective, et une fraternité « *sociale* », promue par la devise républicaine française. Cette dernière porte un souci d'égalité ; Rawls précise qu'une « *signification naturelle de la fraternité* » correspond à l'idée qu'« *il faut refuser des avantages plus grands s'ils ne profitent pas aussi à d'autres moins fortunés* » (*Théorie de la justice*). La camaraderie désigne étymologiquement ceux qui, de fait, partagent la proximité de la *camara* (chambre) ; et par extension une communauté de vie. Aussi ce terme est-il particulièrement usité par les militaires, qui « *forment par extension une unité* » (Lafon, 2014) ; la camaraderie est ainsi une relation marquée par la conscience de ce qui nous unit et d'un destin commun partagé.

Emmanuel Nal, maître de conférences en philosophie à l'université de Mulhouse

L'amitié en psychanalyse

Élément majeur de l'équilibre émotionnel, le lien d'amitié n'est pas un choix consenti de façon totalement consciente. Il trouve en effet sa source dans notre expérience passée et tente de combler les manques de l'enfance et de réactiver d'anciens scénarios afin de les dépasser.

Sigmund Freud, le père de la psychanalyse, a observé à travers ses liens d'amitié avec Carl Jung, Eduard Silberstein ou Stephan Zweig, les projections de l'ego qui se jouent dans ce type de relation. Aujourd'hui, l'amitié est un thème majeur en psychanalyse. Élément de socialisation indispensable dans l'enfance, il dessine l'avenir des relations, qui seront le reflet des expériences originelles.

L'amitié chez l'enfant et chez l'adolescent

Selon Freud, l'amitié provient d'une disposition innée à aller de soi vers les autres et serait exécutée en fonction d'expériences hasardeuses. « *L'identification est la forme la plus précoce et la plus origininaire du lien affectif* », écrit-il en 1921. Winnicott estime quant à lui que toute relation amicale se fonde d'abord sur une relation à soi inaugurée dans le rapport à la mère. En développant des amitiés, des relations privilégiées qui mettent en jeu des liens affectifs entre des êtres en construction se considérant comme égaux, l'enfant apprend à se connaître grâce à la découverte de cet autre si semblable. L'amitié met aussi en jeu l'ego, en révélant la prédisposition de l'être humain au vœu de toute-puissance, façonnage narcissique qui se poursuit à l'adolescence. Quand l'enfant se sent rejeté, la frustration peut engendrer de la colère, d'autant plus s'il s'est déjà senti trahi par un parent aimé. Avec le phénomène de la compulsion de répétition, l'enfant peut devenir agressif pour endosser le rôle d'un camarade à qui il envie l'autorité. À travers cette expérience, l'enfant découvre les enjeux combatifs de l'amitié, l'art de se faire aimer. L'amitié est une composante indispensable et structurante pour le développement de l'enfant, un vecteur de stabilité affective en cas de défaillance familiale. À l'adolescence, l'amitié s'inscrit dans un processus de socialisation allant souvent de pair avec l'intégration à des groupes et permet d'expérimenter des valeurs allant de la tendresse à la trahison. Par le biais de l'identification, elle joue un rôle dans la construction psychique, et rejoint des mécanismes narcissiques. Une rupture amicale dans les premières années est vécue comme une perte affectant le psychisme, et marque durablement l'individu.

L'amitié chez l'adulte

L'amitié est souvent considérée comme une relation privilégiée fondée sur des affinités, dans une forme d'attachement librement choisie. Elle serait l'une des trois passions – au sens latin de « *subir, souffrir, éprouver* », avec l'amour et l'indifférence. La psychanalyse distingue trois types d'amitié : l'amitié filiale et fraternelle, les amis rencontrés au sein d'un groupe ou d'un lieu fréquenté (école, travail, organisation, communauté etc.), et les autres amis. Pour définir le type d'amitié, l'intention principale de part et d'autre prévaut. Ainsi, on distingue l'amitié « utile » accordée en retour d'une aide ou de services rendus, l'amitié qui permet de partager des plaisirs, et l'« âme sœur », qui est la rencontre d'un autre soi, que l'on va aimer pour lui-même. Les ressorts de l'amitié profonde échappent en général à la conscience. Ils proviennent des premières expériences familiales et des premières amitiés, c'est-à-dire de traces oubliées d'impressions composites datant de la petite enfance. Comme l'amour, l'amitié serait une manière de régler ses comptes avec ses relations affectives d'enfant. Selon la psychologue Danièle Brun, elle sert parfois à faire renaître l'enfant que nous étions : l'autre est apprécié comme « possédant ce qu'on a perdu et que l'on regrette », avec une part d'idéalisation. Saint-Augustin le premier, puis Jacques Lacan, avaient évoqué ce désir de complétude pour dissoudre la nostalgie liée à cette perte. Aujourd'hui, malgré l'essor de la mixité, les amitiés se nouent en France à 75 % entre des personnes du même sexe selon le psycho-sociologue Jean Maison-neuve (2004), le sentiment d'identification étant le plus fort. Si Freud n'hésitait pas à évoquer la part d'érotisme contenue dans les relations d'amitié, la psychanalyse considère aujourd'hui que cet érotisme y est sous-tendu sous des formes paradoxales. Pour fonctionner, l'amitié vraie répond à un contrat tacite auquel les parties doivent se soumettre afin de valider la relation. Ainsi, comme il y a des amours impossibles, il y a des amitiés impossibles.

Chez l'enfant comme chez l'adulte, l'amitié est l'une des garantes d'une existence affective et psychique équilibrée. Parce qu'elle respecte les individualités, elle peut se déployer sur une vie entière, beaucoup plus souvent que l'amour.

Sous la haute direction d'Emmanuel Nal, maître de conférences en philosophie à l'université de Mulhouse

Adjudant Fanny Boyer
rédactrice au CERPA

REGARDS SUR...

Gisèle Freund (1912 - 2000), De Gaulle et Malraux , 1962



La transformation du pays par l'industrie aéronautique : l'exemple de la ville d'Angers

En 1908, le premier aéro-club de province est créé à Angers. Cet événement marque le début d'une passion pour les aéroplanes, aux niveaux tant politique que technique et éducatif au sein de cette commune. L'École nationale supérieure d'arts et métiers (ENSAM), aujourd'hui Arts & Métiers ParisTech, formera nombre d'ingénieurs en aéronautique.

Un essor départemental

Même si l'essai français de Clément Ader en 1890 est avéré, l'histoire garde en mémoire le vol des frères Wright en 1903. À peine cinq ans plus tard, Angers abrite le premier aéro-club de province, l'Aéro-club de l'Anjou, fondé en 1908 par Maurice de Farcy. Il devient l'Aéro-club de l'Ouest de la France lorsque René Gasnier en prend la présidence.

Issu d'une vieille famille angevine de notables et d'administrateurs, René Gasnier devient marin en s'embarquant à bord de la *Duchesse Anne*, à 19 ans, en 1893. Il conçoit lui-même le *Gasnier N°1* qu'il fait voler en 1908 à l'ouest d'Angers. Embarquant le célèbre V8 de Levavasseur, le *N°1* n'est pas longtemps gardé et son successeur, le *N°2*, est doté de deux paires d'ailerons conjugués. Malade, René Gasnier meurt à 39 ans et son frère Pierre, allié de toujours, lui succède à l'Aéro-club. Ils sont tous deux inhumés au lieu dit La Haie Longue, sur la commune de Saint-Aubin-de-Luigné, lieu du vol de 1908.

L'aérodrome d'Angers, situé au nord de la ville, à Avrillé, appelé à l'époque « champ d'aviation », accueille en 1910 une course de ville à ville de 42 kilomètres entre Angers et Saumur. C'est Martinier, à bord d'un biplan Farman, qui remporte la course en 31 minutes et 35 secondes, à la moyenne de 80 kilomètres à l'heure.

Deux ans plus tard, à l'occasion du Grand Prix de l'Aéro-club de France, la course Angers-Cholet-Saumur s'étend sur deux jours : les aviateurs doivent effectuer trois fois le trajet le premier jour, et quatre fois le deuxième jour. Roland Garros échoue en 1910 mais gagne le Grand Prix en 1912 – c'est sa première victoire. Un an plus tard, il est le premier aviateur à traverser la Méditerranée. Saumur et Cholet, villes étapes de cette course, profitent de l'intérêt du grand public pour développer des aérodromes. À Cholet, où Garros avait obtenu son brevet de pilote en 1910, l'aérodrome est rebaptisé *Aérodrome Roland-Garros*.

L'importance des Arts & Métiers d'Angers

L'École nationale supérieure d'arts et métiers d'Angers (ENSAM), aujourd'hui Arts & Métiers ParisTech, a eu une grande importance sur la formation technique des ingénieurs français : au début du xx^e siècle, 30 % d'entre eux y sont formés.

La première hélice aérienne sera l'œuvre d'Alexandre Goupil, de la promotion 1859. Lucien Chauvière, de la promotion 1910, est le créateur de l'hélice intégrale, qui équipe la quasi-totalité des avions français de l'époque, dont le fameux *Blériot XI*, vainqueur de la Manche. L'adaptation de l'avion des frères Wright en France est réalisée par l'ingénieur Charles Cormont au sein de l'entreprise ASTRA : elle permet de nombreuses démonstrations aériennes dans l'Hexagone. Mais l'ingénieur le plus emblématique dont les Arts & Métiers d'Angers gardent le souvenir est sans doute René Couzinet.

René Couzinet ou la conquête de l'Amérique du Sud

René Couzinet, né en 1904 en Vendée, entre au campus d'Angers en 1921. Il en sort second de sa promotion en 1924 et intègre l'École supérieure d'aéronautique, aujourd'hui ISAE-SupAéro. Auteur de plusieurs brevets alors qu'il est encore étudiant, Couzinet développe en 1927 un avion appelé *Arc-en-ciel* (ARC pour Avion René Couzinet), qu'il fait voler un an plus tard, le 7 mai 1928. À 24 ans, René Couzinet devient célèbre dans la France entière avec ce trimoteur dédié aux raids de grande envergure. Ravagée par un incendie en 1930, l'usine de René Couzinet sera reconstruite sur l'île de la Jatte : deux avions y seront assemblés, dont l'un servira à la liaison de l'Atlantique Sud dans le cadre de la fameuse Aéropostale. Couzinet fait en 1932 la connaissance de Jean Mermoz, qui restera un des pilotes de l'*Arc-en-ciel*.

En 1933, l'*Arc-en-ciel* relie Paris à Buenos Aires, dans l'Atlantique sud, pour le compte de l'Aéropostale. Mais, malgré cette réussite certaine, aucune commande d'appareil ne suit et, de déconvenues en déconvenues, Couzinet se suicide avec sa femme, veuve de Jean Mermoz, en 1956.

Retombées actuelles

L'intérêt d'Angers pour l'aviation ne s'est pas démenti avec le temps. Même si, contrairement à Toulouse, elle n'a pas su développer dans la durée son industrie aéronautique, Angers garde le souvenir de ce riche passé aéronautique : situé à l'est de la ville, l'aéroport d'Angers-Loire a succédé à l'aérodrome d'Angers-Avrillé, devenu trop exigü et, au sein même de l'aéroport, Espace Air Passion est le second musée aéronautique de France, qui remet en fonctionnement d'anciens modèles d'aéroplanes.

Clément Genty
Doctorant à l'École nationale supérieure d'arts et métiers

Le bombardement de Guernica pendant la guerre d'Espagne

Le bombardement de Guernica en Espagne par la légion Condor et par l'aviation italienne en 1937 est devenu le symbole de la guerre d'Espagne (juillet 1936-avril 1939) au cours de laquelle se sont opposés les nationalistes soutenant le général Franco, et les Républicains. C'est en effet la première fois que des grandes puissances bombardent sciemment une population civile.

En 1931, l'élection d'un gouvernement républicain en Espagne alimente les tensions avec la droite monarchiste. L'atmosphère s'alourdit encore en 1934 avec la révolte des Asturies, qui luttent pour la mise en place d'un gouvernement socialiste, puis avec l'arrivée au pouvoir du Front populaire en février 1936, qui confirme l'ancrage à gauche de la République espagnole. Alors que les monarchistes, soutenus par l'armée, envisagent d'intervenir, le général Franco organise un coup d'État le 18 juillet 1936. Cet état de fait débouche sur une guerre civile, qui devient la guerre d'Espagne.

Les grandes dictatures soutiennent Franco

Hitler et Mussolini fournissent leur aide aux nationalistes espagnols en leur vendant des armes, de l'artillerie lourde, des chars, un appui logistique fort de 6 000 soldats volontaires, *El Corpo Truppe Volontarie*, ainsi qu'un appui aérien avec la légion Condor, une force aérienne issue de la *Luftwaffe*. Cette unité aérienne spéciale, créée en octobre 1936, est commandée par le général Hugo Speerle. Elle est composée d'escadrilles d'avions de chasse *He-51* et de bombardiers *Junkers Ju-52*, d'escadrilles d'avions de reconnaissance, d'une escadrille d'hydravions et d'un groupe de blindés. À travers son soutien, l'Allemagne veut aussi tester ses armes de guerre et surtout son aviation et ses nouvelles méthodes d'emploi. Une motivation politique anime aussi Hitler. Il espère faire de l'Espagne une alliée afin d'affaiblir la Grande-Bretagne et surtout la France.

La légion Condor et l'Aviazione Legionaria bombardent Guernica

Après avoir pris Malaga en février 1937, les franquistes rencontrent des difficultés à Madrid. Ils décident alors de frapper les esprits à travers une attaque symbolique et expérimentale sur la petite ville basque de Guernica qui compte 7 000 habitants. Depuis le Moyen-Âge, cette cité organise des réunions autour d'un chêne sacré avec les représentants du peuple basque pour revendiquer son indépendance. Le 25 avril 1937, des combattants de la République de la région, les *godaris*, sont repérés à Guernica. Ils fuient l'avancée des franquistes

pour organiser une nouvelle ligne de défense à Bilbao. Sur le motif d'arrêter les fuyards, le général allemand von Richthofen propose aux alliés espagnols de bombarder le pont de Renteria, au nord de la ville. Toutefois les pilotes de la légion Condor, accompagnés de chasseurs italiens, reçoivent l'ordre de bombarder la ville de Guernica « sans égard pour la population civile ». Il s'agit de l'opération Rügen. L'après-midi du 26 avril 1937, à l'heure où les habitants sont au marché, les bombardiers de la légion Condor passent en plusieurs vagues, lâchant sur Guernica des bombes à explosif brisant et plus de 2 500 bombes incendiaires. Les ogives, remplies d'aluminium et d'oxyde de fer, font monter la température à près de 2 700 degrés Celsius. C'est une hécatombe et les deux tiers des maisons, en bois, sont incendiées. Le gouvernement basque de l'époque compte 1 654 morts et 889 blessés. Un bilan officiel estime les pertes entre 800 et 1 000 morts, ampleur sans précédent pour un bombardement aérien sur une population civile.



L'Allemagne belliqueuse est découverte

Les franquistes, qui pénètrent dans la ville dévastée le 29 avril, sont choqués par l'ampleur des dégâts. La révélation de ce bombardement sur la scène internationale conduit la plupart des démocraties à retirer leur soutien à Franco. L'Allemagne, qui avait affirmé sa neutralité avec la signature du pacte de non-intervention, prouve officiellement qu'elle est engagée dans le conflit espagnol. Quant à Franco, il nie sa participation à l'opération et désigne les Républicains comme les coupables, puis les officiers allemands, dont l'état-major aurait seul approuvé la tactique de la terreur de masse, déjà employée à Bilbao, à Madrid et à Barcelone. Grâce à ce terrain d'expérimentations, l'Allemagne a pu entraîner son aviation et progresser au niveau tactique tant que technique. Elle a mis au point ses futures offensives aériennes, et notamment sa stratégie de la terreur, avec les *Stuka* équipés de sifflets qui bombardent en descendant en piqué, méthode largement utilisée pendant la seconde guerre mondiale.

Le bombardement de Guernica est un vrai traumatisme pour les Espagnols. Il est le thème du célèbre tableau de Pablo Picasso intitulé *Guernica*, qui a contribué à internationaliser le conflit, mais aussi à en faire un symbole. « *La guerre d'Espagne est la bataille de la réaction contre le peuple, contre la liberté...* », ainsi que le déclare le peintre, mais plus encore elle annonce le second conflit mondial.

Sous la haute direction de madame Marie-Catherine Villatoux, docteur et agrégée en histoire, enseignant-chercheur au Centre de recherche de l'armée de l'air (CreA)

Adjudant Fanny Boyer
rédactrice au CERPA

1917 : l'entrée en guerre des États-Unis d'Amérique

En 1914, la France, l'Angleterre, la Russie d'une part, l'Allemagne, l'Autriche et la Turquie d'autre part avaient toutes les raisons d'entrer en guerre.

On sait que l'assassinat à Sarajevo de François-Ferdinand, l'archiduc-héritier d'Autriche-Hongrie, le 28 juin 1914, par un nationaliste serbe, a été l'élément déclencheur. L'Autriche-Hongrie décidant les jours suivants d'adresser, avec le soutien de l'Allemagne, son allié, un ultimatum inacceptable à la Serbie, bientôt suivi d'une déclaration de guerre, l'extension du conflit à l'Europe fut mécaniquement enclenchée par le jeu des alliances : d'un côté les principaux soutiens de l'Autriche-Hongrie – l'Allemagne, la Turquie – de l'autre, l'Entente, c'est-à-dire le camp de la Serbie : Russie, France et Angleterre.

La course générale aux armements, la volonté de revanche après la défaite de 1870 et la perte de l'Alsace-Lorraine, l'instabilité explosive dans les Balkans, les rivalités coloniales : rien qui puisse *a priori* concerner les États-Unis, absents de l'échiquier diplomatique européen et nullement engagés dans la conquête de l'Afrique.

Les États-Unis n'avaient guère d'intérêt à entrer en guerre, et avaient en outre deux bonnes raisons au moins de s'en abstenir.

Le principal motif de l'abstention américaine, c'était la doctrine Monroe. En effet, dès 1823, le président des États-Unis de l'époque, James Monroe, avait exposé au Congrès les principes de la politique extérieure de son pays. Ces fondements n'avaient jamais été remis en cause. L'idée-force était de se prémunir contre tout risque d'intervention européenne sur le continent américain en général et aux États-Unis en particulier. Pour cette raison, Washington s'abstenait par réciprocité de se mêler des affaires de l'Europe. Mais, de manière implicite, la doctrine Monroe supposait que les États-Unis s'arrogent une influence sur l'ensemble du continent américain. Ce corollaire avait été clairement développé par le président Théodore Roosevelt en 1904. Il ajoutait qu'« *en fin de compte* » les États-Unis pouvaient toutefois intervenir où que ce soit en cas d'« *injustice* ».

La seconde raison de la neutralité américaine, c'était que, du point de vue des valeurs de la démocratie auxquelles les États-Unis se déclaraient attachés, l'autoritaire Russie du tsar Nicolas II ne valait pas mieux que



DR

l'Allemagne du kaiser Guillaume II, pas mieux que l'Autriche-Hongrie de l'empereur François-Joseph. Les belligérants étaient donc renvoyés dos à dos parce que, pour la plupart d'entre eux, c'étaient des autocrates obscurantistes.

La Belgique et la France une fois attaquées, certains Américains prônèrent cependant l'engagement, et les plus jeunes montrèrent l'exemple dès 1914, par le biais

de l'organisation d'un service d'ambulances à Neuilly depuis l'hôpital américain et d'enrôlements dans la Légion étrangère, puis par la création du prestigieux corps aérien *La Fayette* (dont l'escadrille du même nom) fort de 209 pilotes de chasse volontaires. Des centaines de jeunes Américains, issus bien souvent de familles très influentes, s'engagèrent ainsi dans le conflit aux côtés des pays de l'Entente, sous les couleurs de la France.

Ces exemples allaient bientôt faire basculer l'opinion américaine, car d'autres éléments décisifs entraient peu à peu en jeu.

L'arrivée au pouvoir du président Wilson, ferme opposant de l'isolationnisme, en 1913, porta une sérieuse atteinte à une lecture orthodoxe de la doctrine Monroe. Il y eut ensuite le torpillage du paquebot *Lusitania* en 1915, occasionnant 128 victimes américaines. Et finalement, au début de 1917, les choses se précipitèrent avec la décision prise par l'Allemagne de couler tout navire faisant route vers la Grande-Bretagne, avec les prémices de la révolution russe qui mettaient un terme au règne des Romanov et surtout avec l'interception d'un télégramme allemand visant à utiliser le Mexique pour porter la guerre aux États-Unis. En outre, l'enlisement dans la guerre conduisait l'Entente à recourir de plus en plus aux importations et aux financements américains.

Pour toutes ces raisons, le Congrès déclara la guerre à l'Allemagne le 6 avril 1917. Le recours au volontariat ne remportant pas le succès escompté – hormis dans la communauté afro-américaine – les États-Unis durent voter la conscription pour atteindre l'objectif nécessaire de 2 millions de mobilisés devant passer l'Atlantique.

L'arrivée effective des troupes américaines au cours de l'année 1917 et l'engagement dans les combats à partir du 2 novembre 1917 allaient changer le cours de l'histoire, au prix de 116 000 morts et 204 000 blessés ou mutilés.

Claude Ribbe, écrivain, colonel de réserve de l'armée de l'air

Une petite histoire belge

Le territoire qui correspond à l'actuelle Belgique fut tour à tour sous l'influence des Bourguignons, des Espagnols, des Autrichiens et des Français. Mais en 1830 le souffle nouveau venu de la France révolutionnaire incite les Belges à proclamer leur indépendance.

L'emprise des empires

Dès le premier siècle de notre ère, la Belgique est annexée à l'Empire romain sous l'appellation *Provincia Belgica*. Au IV^e siècle, les Francs saliens, peuplade germanique, s'installent entre l'Escaut et la Meuse. La population est donc divisée entre ceux qui parlent le latin au sud et ceux qui utilisent le dialecte germain au nord. Au fil des siècles, le territoire belge intègre divers empires (bourguignon, espagnol et autrichien) qui ne modifient pas cette répartition linguistique.

En 1789, une révolte éclate à Bruxelles puis se propage dans tout le pays. Cette révolution dite *brabançonne* proclame, le 11 janvier 1790, la *Confédération des États-Belgiques-Unis*. Les troupes autrichiennes renversent cette jeune république un an plus tard. La France envahit alors la Belgique pour venir en aide à cette *République sœur*. Mais, de 1795 à 1814, le pays est annexé à la République française puis à l'empire de Napoléon. La contrée est divisée en *neuf départements réunis* : quatre néerlandophones qui formeront la Flandre, un territoire bilingue, celui de Dyle, et quatre francophones qui constitueront la Wallonie.

La création du royaume des Pays-Bas

Lors du congrès de Vienne (1815), les dirigeants européens, qui craignent le retour d'un Napoléon en France, se mettent d'accord pour créer un État tampon capable de freiner d'éventuelles attaques françaises sur le Nord de l'Europe. La Belgique est intégrée au royaume des Pays-Bas nouvellement créé. La population est alors partagée entre ceux qui regrettent la prospérité économique sous les Français (la séparation avec la France a rompu les liens économiques) et ceux qui, au contraire, apprécient la fin de la conscription militaire et celle des taxes.

Guillaume I^{er}, le nouveau souverain, impose en 1815 la *Loi fondamentale*, une nouvelle constitution monarchique qui prescrit le néerlandais comme langue officielle ainsi que le protestantisme comme la religion du royaume. En 1825, Étienne de Gerlache appelle à *l'union des oppositions* où les catholiques décident de s'opposer aux Hollandais protestants en s'alliant aux républicains.

La Belgique indépendante

La révolution populaire qui éclate à Paris en juillet 1830 encourage les Belges à se révolter dans l'ensemble du pays pour obtenir leur souveraineté. Le 26 septembre, un gouvernement provisoire est formé à Bruxelles et, le 4 octobre, le Congrès national proclame l'indépendance. Il rédige une nouvelle constitution promulguée le 7 février 1831. Elle prévoit la création de deux chambres parlementaires : le Sénat et la Chambre des députés. Pour apaiser les monarchies européennes qui craignent le retour des excès de la Révolution française, le Congrès national opte pour une monarchie parlementaire plutôt que pour une république. L'Angleterre propose comme roi l'oncle de la reine Victoria, le prince Léopold de Saxe, qui prête serment le 21 juillet 1831. Par opposition au voisin néerlandais, le français, qui est aussi la langue des élites, devient la langue officielle de ce nouveau pays.

Depuis 1831, l'emblème de la Belgique est un drapeau tricolore à bandes verticales : noire, jaune et rouge. Il s'inspire du premier étendard brandi en 1790 et composé des couleurs du Brabant.

Le suffrage censitaire en vigueur jusqu'en 1893 permet à la bourgeoisie francophone de dominer les institutions politiques malgré son infériorité démographique. En 1898, une loi d'égalité linguistique est votée et le néerlandais est désormais utilisé dans l'administration. Toutefois chaque région garde sa propre langue.

Au XIX^e siècle, la Belgique connaît un essor économique considérable et la question linguistique est reléguée au second plan. En effet, la Wallonie, riche en minerais, est le moteur du pays qui devient le second producteur mondial de charbon derrière le Royaume-Uni et le quatrième producteur mondial d'acier. La Flandre, essentiellement agricole, tire profit de ce développement par la construction de canaux et de voies ferrées qui permettent le transport des denrées agricoles et des minerais vers le port d'Anvers, qui devient une plaque tournante pour l'exportation. Mais dans les années cinquante les mines ferment. Cette crise économique exacerbe les antagonismes entre la Flandre et la Wallonie.



Gustave Wappers - Épisode des Journées de septembre 1830 sur la place de l'Hôtel de Ville de Bruxelles

Sous la haute direction de Jean-Marc Albert, professeur d'histoire de première supérieure

Adjutant-chef Jean-Paul Talimi
rédacteur au CERPA

L'ÉVOLUTION TERRITORIALE DE LA BELGIQUE



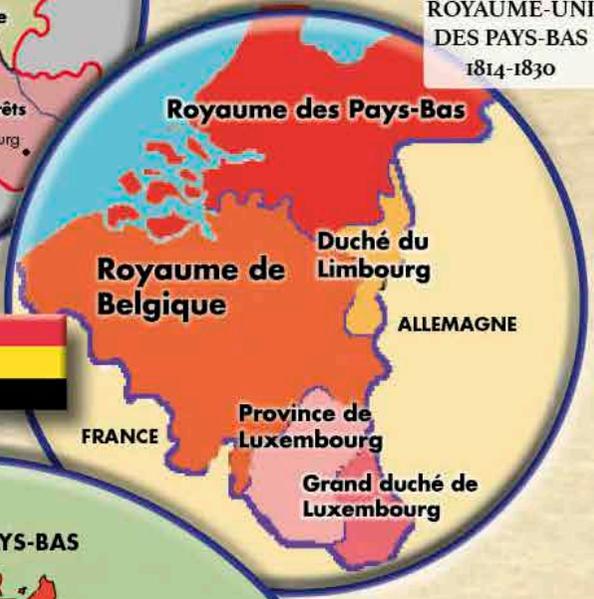
PAYS-BAS ESPAGNOLS
1482-1713



DÉPARTEMENTS FRANÇAIS
1794-1814



ROYAUME-UNI DES PAYS-BAS
1814-1830



PAYS-BAS BOURGUIGNONS
1384-1482



EMPIRE ROMAIN
PROVINCIA BELGICA
-52 - 395



Adjutant-chef Jean-Paul Talimi
rédacteur au CERPA



- Provinces flamandes
- Région de Bruxelles capitale
- Provinces wallonnes

50 km

2017

Madame de Staël, pour une culture européenne

Si Madame de Staël a été fêtée à l'UNESCO le jeudi 22 juin 2017 par un colloque intitulé « Madame de Staël : femme de notre temps », c'est bien sûr pour le bicentenaire de sa disparition, le 14 juillet 1817, à l'âge de 51 ans. Mais c'est surtout pour le rôle majeur qu'elle a joué dans le rapprochement des cultures européennes, prônant partout la paix et la liberté grâce à une meilleure compréhension des peuples : les valeurs mêmes que défend l'UNESCO.



BR

Le chef-d'œuvre, en l'occurrence, de cet effort intellectuel pour analyser, pour comprendre et pour faire dialoguer les peuples d'Europe est, probablement, comme le rappelait Marc Fumaroli, de l'Académie française, son livre : *De l'Allemagne* (censuré par Napoléon, publié à Londres en 1813). Dans cette étude fine et attentive de la littérature et de la philosophie allemandes, M^{me} de Staël n'expose pas seulement les charmes du romantisme aux Français, elle établit de nombreux rapprochements et de subtiles divergences entre les deux peuples pour mieux en mesurer la particularité. « *En Allemagne, note-t-elle dans son essai, on a considéré comme immoral ce qui n'était pas sensible et même romanesque. (...) De là cet enthousiasme obligé pour la lune, les forêts, la campagne et la solitude ; de là tout cet appareil enfin de la sensibilité, que dédaignent les âmes fortes et sincères.* » Égérie du romantisme, qu'elle adapte et illustre dans ses deux romans, *Delphine* (1802) et *Corinne ou l'Italie* (1807), elle défend une vision exaltée et enthousiaste de la vie.

Héroïne de sa propre vie, Germaine de Staël déplore la froideur et l'indifférence face aux chefs-d'œuvre de l'art ou aux flammes de la passion : « *N'y a-t-il pas des hommes qui n'admirent pas Raphaël, qui entendent la musique sans émotion, à qui l'Océan et les Cieux ne paraissent que monotones ?* » (*De l'Allemagne*).

Née en 1766, fille du fameux banquier protestant suisse Necker, qui fut d'abord ministre d'État puis contrôleur général des finances de Louis XVI, M^{me} de Staël est impliquée dans la Révolution française, adoptant

une position modérée favorable à une monarchie constitutionnelle et profondément affectée par les assassinats de plusieurs de ses amis ; elle parvient, avec courage, à en sauver quelques-uns, dont l'encyclopédiste Louis de Jaucourt, et plaide pour Marie-Antoinette dans *Réflexions sur le procès de la reine, par une femme* (Paris, 1793). Période troublée et tragique qu'elle évoquera dans des *Réflexions sur la paix, adressées à M. Pitt et aux Français* (Paris, 1795) ainsi que dans ses *Considérations sur les principaux événements de la Révolution française* (3 tomes, 1818).

Fine analyste politique et fervente défenseur de la légalité constitutionnelle, garante de la liberté, son œuvre politique se prolonge dans les salons qu'elle anime, aussi bien à Paris qu'à Coppet, en Suisse, dans le château de son père au bord du lac Léman. C'est là qu'elle se retire en exil, chassée de France par Napoléon, du 23 octobre 1803 au 12 mai 1814. Un exil douloureux, tant elle reste attachée à Paris, qu'elle évoquera dans ses *Mémoires de Mme de Staël ou Dix Années d'exil*, ouvrage posthume publié en 1818.

Prolifique et passionnante épistolière, farouche défenseur de la liberté, son opposition à Napoléon est restée fameuse : « *J'ai quatre ennemis, avouait l'Empereur, la Prusse, la Russie, l'Angleterre et Madame de Staël.* » Elle tenait en effet salon contre le nouveau despote tout en se sachant entourée par les « mouches » de Napoléon. « *Il est de mauvais goût de s'occuper de politique. Eh, juste ciel ! à quoi donc penseront-ils, ces jeunes gens élevés sous le régime de Bonaparte seulement pour aller se battre, sans aucune instruction, sans aucun intérêt pour la littérature ou les beaux-arts ?* », lance-t-elle dans ses *Considérations* (1818).

Amoureuse fervente, elle aura plusieurs liaisons dans sa vie, la plus célèbre étant celle avec Benjamin Constant, et des enfants de différents pères. Femme indépendante et fière, elle trace une voie audacieuse dans la revendication des libertés de la femme, dont celle d'écrire des livres sous son nom propre. Saluons son entrée dans la prestigieuse Bibliothèque de la Pléiade en janvier 2017. Quel Panthéon accueillera un jour cette Française de naissance, de culture et d'expression, Suédoise par son mariage, Suisse par ses propriétés et par son ascendance, Allemande et Anglaise de cœur et d'esprit ?

Charles Ammirati
professeur agrégé de lettres, ancien élève de l'École normale supérieure

Il y a 150 ans disparaissait Charles Baudelaire

La reconnaissance de Charles Baudelaire (1821-1867) n'a pas été aisée. Le poète a en effet souhaité briser les codes de la création poétique issue de l'ordre littéraire bourgeois dominant, afin d'ouvrir des perspectives inédites, plus authentiques. Aujourd'hui, il est considéré comme l'un des plus grands poètes français.

Baudelaire est jugé par ses contemporains comme un personnage peu recommandable, asocial et impoli. Sa poésie est considérée comme subversive et son œuvre majeure, *Les Fleurs du Mal*, s'est même vue tenter un procès. En 1894, le critique littéraire Gustave Lanson caractérise encore son œuvre d'« *étalage de choses répugnantes* », de « *volonté d'être et de paraître malsain* ». Au mieux, certains parlent de « *curiosité esthétique* ». Néanmoins, les poètes français Charles Rimbaud, Paul Verlaine et Stéphane Mallarmé le reconnaissent comme leur maître, mais aussi certains grands poètes européens, comme Maurice Maeterlinck et Rainer Maria Rilke. À la fin du XIX^e siècle, Baudelaire commence à acquérir une certaine renommée, qui en se renforçant révèle une authentique modernité.

Le pionnier d'une conquête lyrique

Allant plus loin encore que les romantiques, Baudelaire aborde des thèmes inédits, jusqu'ici restés tabous dans la poésie. Il révèle une alchimie insoupçonnée : un œil poétique peut convertir n'importe quelle perception brute en un objet lyrique, grâce à la *catharsis* du langage. Baudelaire veut tout montrer, sans en passer par le jugement de valeur, car la poésie n'a pas la vérité comme objet, mais n'a pour seul but qu'elle-même. Selon les termes de Victor Hugo, les poèmes baudelairiens engendrent un « *frisson nouveau* » en provoquant chez le lecteur la sensation d'intuitions nouvelles, révélées par l'intermédiaire d'images, de symboles et de thèmes nouveaux : la mort, l'angoisse, l'ennui, le blasphème, le corps, le sexe, la prostitution, le sadisme, la nécrophilie, le démonisme, la vieillesse, etc. Le poème *Une martyre*, issu des *Fleurs du mal*, décrit par exemple un cadavre de femme dans une posture lascive qui se fait manger par les vers. Baudelaire s'attache à défier les conventions de la bourgeoisie, parfois jusqu'à l'extrême, jusqu'au ridicule, sacrifice volontaire qui a pour but de briser de façon définitive les codes qui emprisonnent la création poétique.

« Ode » à la ville moderne

Si Baudelaire est le premier à aborder le thème de la grande agglomération, il est surtout le premier poète à prendre conscience de la croissance urbaine, qui conduit à la « massification » et à la déshumanisation. Grâce à sa grande sensibilité, le poète perce avec un œil prophétique le Paris capitaliste qui étend ses tentacules. Cette « *fourmillante... cité pleine de rêves* » l'attire autant qu'elle provoque en lui une nostalgie chronique, qu'il nomme *le spleen*, et qui a donné naissance au recueil intitulé *Le Spleen de Paris* (1869). Il y décrit l'agitation de cette grosse machine froide et pluvieuse qui remue une foule déshumanisée, un véritable « *bain de multitude* » qui se presse dans les bars, dans les concerts, au théâtre, toujours guetté par des « *démons malsains* ». L'atmosphère baudelairienne n'est pas comprise par ses contemporains car elle augure notre temporalité, et n'est palpable à l'époque que de façon intuitive. Ses poèmes semblent ainsi toujours naviguer entre deux eaux, entre réalité et fiction.



Baudelaire, un psychisme complexe qui nourrit son œuvre

Comme l'a rapporté Jean-Paul Sartre, Baudelaire souhaite rester adolescent. Par conséquent, il mène une vie compulsive et remplie de frustrations, qui le pousse à survaloriser un passé considéré comme glorieux, toujours en conflit avec le temps objectif. Dans ses poèmes, il se remémore certains souvenirs avec puissance, jusqu'à opérer une fusion avec le présent et à conférer au passé une signification symbolique et une empreinte mélancolique (*Le Balcon*). Personnage antipathique, animé par des impulsions névrotiques, et profondément cynique, Baudelaire est parvenu à transcender son expérience existentielle grâce à la poésie, pour créer une œuvre unique et exceptionnelle. En jouant avec les limites, il a découvert la richesse poétiquement débordante de l'ambivalence et du déchirement de l'ego, selon les termes du critique littéraire Marcel Raymond. Plus qu'un précurseur du symbolisme, il est un voyant, qui chemine avec un don hors pair dans le psychisme. Il est parvenu à unifier ses ambivalences en reliant avec une avance sur son temps l'impulsion somatique et la projection psychologique, que la psychanalyse développera plus tard.

Considéré comme une personnalité littéraire unique, Baudelaire est aujourd'hui présenté, 150 ans après sa mort, comme l'un des plus grands poètes, inégalé jusqu'ici.

Adjudant Fanny Boyer
rédactrice au CERPA

Humanité de Murillo, peintre du Siècle d'or



Bartolomé Esteban Murillo (Séville 1617-1682) appartient à la lignée des grands artistes baroques⁽¹⁾ du XVII^e siècle espagnol aux côtés de Diego Vélasquez (Séville 1599-Madrid 1660), Francisco Pacheco (1564-Séville 1644)⁽²⁾, Francisco de Zurbarán (1598-1664), José de Ribera (1591-1652), Juan de Valdés Leal (Séville 1622-1690), Antonio de Pereda (1611-1678). On qualifie de « Siècle d'or » espagnol la période qui s'étend de 1556 à 1659, lorsque Philippe II reçoit l'immense empire de son père Charles Quint, jusqu'au règne de Charles II. Le déclin économique et politique de l'Espagne contraste alors avec son brillant foisonnement intellectuel et artistique, lié aux grands centres culturels européens (Pays-Bas, Italie, France), dans le mouvement de la Contre-Réforme catholique et des monarchies conquérantes.

Murillo, chef de file de l'école picturale andalouse, a peu voyagé en dehors de sa région natale. Fils d'un barbier-chirurgien de petite fortune, il perd très tôt ses parents, se forme auprès d'artistes à Séville, Cadix et Madrid, où il a accès aux collections royales. Les maigres archives de l'époque mentionnent qu'il épouse à vingt-sept ans Beatriz de Cabrera (décédée en 1663) ; une dizaine d'enfants naissent de cette union, dont quatre survivent. Le peintre, théoricien et biographe des artistes espagnols, Antonio Palomino (1655-1726), signale que le roi Charles II propose à Murillo vers 1670 la charge de peintre de cour, mais l'artiste n'a pas quitté l'Andalousie. Murillo est sensible à l'héritage du Caravage (ténébrisme aux forts contrastes de clair-obscur), à l'art de Rubens, Titien, Raphaël, ou encore de Van Dyck ; il s'approprie la technique à l'huile des peintres du Nord et a beaucoup regardé la peinture de Vélasquez, Zurbarán et Ribera. La virtuosité, les effets vaporeux, le raffinement de Murillo dans le traitement de scènes allégoriques et surtout de sujets religieux (en particulier celui de l'Immaculée Conception) lui valent de nombreuses commandes qui assoient rapidement sa notoriété en Espagne et au-delà. Sa peinture de genre, représentant avec humanité et simplicité la vie populaire, la pauvreté, l'enfance, suscite un grand engouement chez ses contemporains, une émotion valorisée par le dix-neuvième siècle qui touche encore les spectateurs d'aujourd'hui. Murillo fonde et dirige de 1660 à 1674 l'académie des beaux-arts de Séville. Sa ville natale devient ainsi le deuxième

centre artistique espagnol après Madrid. Le maître andalou, qui a stimulé de nombreux artistes, meurt des suites d'une chute d'échafaudage dans l'église des capucins de Cadix, en travaillant à un grand retable (*Le Mariage mystique de sainte Catherine*), terminé par l'un des ses élèves, Francisco Meneses Osorio. Palomino souligne la modestie de Murillo, sa bienveillance et sa fine perception de la société de son temps, qui transparaissent aussi dans ses deux autoportraits connus (vers 1650, The Frick Collection, New York et, vers 1670, The National Gallery, Londres).

Les œuvres de Murillo sont visibles dans différents musées du monde, dont le Louvre et le Prado qui présentent quelques chefs-d'œuvre. En 2017, le quatre centième anniversaire de sa naissance donne lieu jusqu'en 2018 à plusieurs grandes expositions (New York, Londres) qui célèbrent aussi des aspects moins connus de son œuvre (portraits).

Le célèbre *Jeune Mendiant* ou *Jeune Pouilleux* (vers 1645-1650, huile sur toile, 134 x 110 cm, Paris, musée du Louvre) est un bel exemple de la manière du jeune Murillo. Portrait d'un enfant des rues, à l'instar des descriptions de Cervantes, ce tableau assez austère s'inspire des modèles flamands sans leur trivialité, utilise un éclairage caravagesque et des textures assez épaisses pour rendre les matières des objets. Le modelé des formes, le placement du corps dans un espace resserré, la dignité du personnage, la composition harmonieuse, la délicatesse des tons caractérisent le geste pictural de Murillo⁽³⁾. Geste que l'on retrouve dans une grande œuvre de dévotion populaire conservée au musée du Prado, *L'Immaculée Conception « d'Aranjuez »* (vers 1675, huile sur toile, 222 x 218 cm) : la Vierge Marie en gloire, entourée d'anges, apparaît dans un tableau vertical et équilibré qui souligne l'élévation parfaite de sa grâce, sans ostentation, dans une atmosphère lumineuse et douce. Le traitement des chevelures, des plis du vêtement, le jeu des regards, la souplesse modérée des torsions, la délicatesse des chairs, la simplicité du décor, sont savamment agencés. Le message du peintre, au service d'une foi universelle, se veut direct, l'efficacité de l'image est totale.



1. Victor-Lucien Tapié, *Baroque et classicisme* [1957], Paris, Hachette, coll. « Pluriel », 2000.
2. A. Pacheco, *L'Art de la Peinture* [1649], trad. L. Fallay d'Este, Paris, Klincksieck, coll. « L'esprit et les formes », 2010.
3. Consulter les sites des musées du Louvre et du Prado, pour les images, détails, analyses et choix bibliographiques.

Hélène Sirven
maître de conférences en architecture et arts appliqués à l'université Panthéon-Sorbonne.

La naissance de la statue de la Liberté

La statue de la Liberté, qui trône devant le port de New-York, entre le New Jersey et l'île de Manhattan depuis 1886, est un cadeau du peuple français à l'Amérique. Devenu monument national en 1924, ce projet ambitieux a dû surmonter bien des obstacles avant de voir le jour.

Le temps des statues géantes

Dans l'Antiquité, il n'est pas rare de bâtir des statues colossales : en Grèce, la statue d'Athéna dans le Parthénon, le colosse de Rhodes qui gardait l'entrée du port ou les colosses de Memnon et du temple d'Abou-Simbel en Égypte ancienne

Au XIX^e siècle, le goût du monumental revient à la mode et les sculpteurs européens répondent aux commandes d'États. Ainsi, la statue *Bavaria* en Allemagne culmine à 16 mètres, le *Vercingétorix* à Alésia mesure 7 mètres et la statue de la Vierge du Puy-en-Velay est haute de 16 mètres. En 1867, le sculpteur français Auguste Bartholdi, qui participe à l'appel à projet pour célébrer l'ouverture du canal de Suez, imagine une immense statue : « *la Liberté éclairant l'Orient* », une femme égyptienne tenant un flambeau. Son projet est refusé.

Le projet de la statue de la Liberté

Mais cette statue intéresse Édouard Lefebvre de Laboulaye, le président du Comité de l'union franco-américaine, qui entend faire un cadeau au peuple américain à l'occasion de la célébration du centenaire de son indépendance en 1876. Il veut aussi donner un message d'espoir aux citoyens européens. En effet, depuis 1851 et le coup d'État de Napoléon III, la République est abolie en France et les libertés individuelles considérablement réduites.

Auguste Bartholdi propose alors une femme vêtue d'une toge qui tend une torche d'une main et une tablette de l'autre tout en piétinant des chaînes. La torche levée vers le ciel illumine symboliquement le monde. La couronne pointue, qui est la représentation officielle des sceaux de la République, représente le rayonnement de la connaissance sur les sept continents. Les chaînes brisées symbolisent l'abolition de l'esclavage et plus généralement le peuple se libérant de ses chaînes. La tablette rappelle les tables de la Loi portées par Moïse. Le style est épuré et les lignes fluides. Rien ne vient heurter le regard, pas même la féminité de la statue dont le visage ne révèle aucune émotion. Bartholdi



DR

Une statue innovante

La chute de l'empereur en 1870 relance le projet. Pour financer cette statue, Laboulaye organise des bals, des conférences ou des visites des ateliers pour trouver de riches donateurs. Il veut en effet une souscription populaire pour affirmer que cette statue est un cadeau du peuple français au peuple américain. Il réussit ainsi à convaincre 100 000 souscripteurs privés mais aussi des villes et des conseillers généraux. Il espère que la statue sera prête en 1876 mais les travaux prennent du retard. Les défis sont en effet nombreux pour bâtir cette statue. Auguste Bartholdi doit innover pour assurer la stabilité de son immense réalisation afin qu'elle résiste au vent. De plus, la difficulté du transport aux États-Unis n'est pas aisée à résoudre. Il choisit la technique déjà employée par Phidias pour son Athéna : le cuivre repoussé. Une fine feuille de cuivre est martelée sur un moule pour obtenir la forme voulue. Pour sa statue, le sculpteur français a besoin de 300 feuilles. Il élabore un premier modèle de 2,80 mètres qui est ensuite agrandi quatre fois pour obtenir une statue qui peut être embrassée d'un seul regard. Cette dernière est divisée en plusieurs sections qui sont elles-mêmes agrandies quatre fois. Chaque section est ensuite moulée avec du plâtre sur lequel des menuisiers viennent ajuster un gabarit en bois afin que les chaudronniers puissent y marteler le cuivre. Ces feuilles en cuivre sont ensuite rivetées entre elles et sur une structure en fer. L'architecte Viollet-Le-Duc propose de bâtir cette structure en fer lestée par du sable mais il disparaît sans laisser de consigne pour le montage de la statue. Bartholdi s'adresse alors à Gustave Eiffel qui propose de bâtir un pylône central avec une armature en fer.

En 1886, la statue arrive à New-York pour reposer sur un piédestal en granit rose dessiné par l'architecte Richard Hunt. Ce socle, qui reprend la forme du phare d'Alexandrie, doit sa construction à la générosité du peuple américain qui participe à une souscription nationale. La statue est inaugurée le 28 octobre 1886.

Sous la haute direction de Jean-Marc Albert, professeur d'histoire de première supérieure.

Adjudant-chef Jean-Paul Talimi
rédacteur au CERPA



DR

Le Mirage III

En 1956, Marcel Dassault baptise *Mirage* sa nouvelle création car selon lui ses performances sont telles que les ennemis ne peuvent s'en saisir comme les voyageurs dans le désert qui poursuivent une image inaccessible. Le *Mirage III* est en effet le premier avion français polyvalent qui vole à Mach 2. Il équipe l'armée de l'air française et connaît aussi un important succès à l'exportation.

Au cours de la guerre de Corée (1950 -1953) les Américains se heurtent au redoutable *MiG-15* de fabrication soviétique, beaucoup plus agile que ses rivaux et dont la vitesse ascensionnelle est notamment supérieure aux *F-80* américains. Seuls les *F-86 Sabre* peuvent rivaliser avec cet avion. Les puissances occidentales se sentent alors vulnérables face à cette menace du bloc de l'Est. Forte de cette expérience, l'armée de l'air française décide de se doter d'un chasseur bombardier mono-réacteur capable d'intercepter les bombardiers stratégiques soviétiques et les *MiG-21* à aile semi-delta qui les accompagnent.

Les ailes delta, une solution d'avenir



La société Dassault est alors en concurrence avec deux autres projets ; le *Trident* à aile droite et le *Durandal*, un avion à aile delta. Pour répondre à l'appel d'offre de l'armée de l'air, l'ingénieur Henri Deplante dessine un avion à aile delta, le *Mystère MD 550 - Mirage I*.

Cette configuration s'inspire des essais de la *Luftwaffe*, qui, durant la seconde guerre mondiale, expérimente un avion avec une voilure triangulaire dite en delta. Cette forme confère à l'appareil une importante manœuvrabilité à très grande vitesse. Cependant, l'avion devenait instable à basse altitude et à l'atterrissage. En 1948, la société américaine Convair avait fait voler le *XF-92*, un prototype avec des ailes delta tandis qu'en 1951 les Britanniques reprennent l'idée avec le *Gloster* puis la France avec le *Gerfaut* (1954) et le *Griffon* (1955).

De cette recherche naît le *Mirage III*, dont le premier prototype vole en 1956. Il est alors le premier chasseur de combat européen à dépasser Mach 2. Pour cela, il utilise une fusée d'appoint alimentée avec de l'acide nitrique et des entrées d'air innovantes à section variable qui régulent l'arrivée du flux dans le réacteur selon la vitesse.

Le fer de lance de l'armée de l'air

En 1957, l'armée de l'air choisit le projet Dassault, et en juillet 1961 elle prend possession du premier *Mirage III*. Elle dispose pour la première fois en Europe d'un avion supersonique capable de remplir diverses missions. Ainsi, la version *R*, dont le nez est modifié pour accueillir des objectifs photographiques qui pointent vers l'avant et sur les côtés, permet de mener des reconnaissances à haute et basse altitudes. La version *E* est destinée aux attaques au sol, en embarquant notamment une bombe nucléaire tactique. Pour l'entraînement et la formation des équipages, l'armée de l'air achète aussi en 1958 des *Mirage III.B* biplaces. Le *Mirage* est aussi décliné en version décollage vertical, mais ce projet ne dépassera pas le stade du prototype. Cette polyvalence ainsi que sa capacité d'adaptation vont assurer son succès commercial dans diverses armées de l'air du monde.

Un joli succès à l'exportation

Durant la guerre des Six Jours (1967) et en quelques heures, les *Mirage III* israéliens anéantissent les *MiG* syriens et égyptiens. De plus, sa polyvalence permet à Israël de transformer son chasseur en avion d'appui sol pour soutenir les manœuvres terrestres. Cette réputation de tueur de *MiG* fait le succès de cet avion à l'exportation. Dassault propose alors le *Mirage 5*, une machine moins complexe mais plus robuste et capable d'emporter plus de carburant. Israël copie cette version pour développer le *Kfir* tout comme l'Afrique du Sud, soumise à un embargo commercial qui modernise l'avion français en développant le *Cheetah*.

Le *Mirage III* s'exporte dans 21 pays, soit 1 401 avions construits dans 80 versions qui totalisent 3 millions d'heures de vol.



Sous la haute direction de Marie-Catherine Villatoux, docteur et agrégée en histoire, enseignant-chercheur au Centre de recherche de l'armée de l'air (CreA)

Adjudant-chef Jean-Paul Talimi
rédacteur au CERPA

L'infini existe-t-il ?

Même s'il est source de paradoxes, l'infini peut être défini rigoureusement en mathématiques. Enfin, *les* infinis, devrait-on plutôt dire, puisque les mathématiciens nous disent qu'il existe plusieurs types d'infinis, qu'on peut les comparer entre eux, et éventuellement déterminer que certains sont plus gros que d'autres. Ainsi, comme on peut les faire correspondre, il y a autant de nombres entiers pairs que de nombres entiers, mais l'infinité des nombres entiers est, en un sens précis, « plus petite », que l'infinité des nombres réels...

Mais ces infinis mathématiques n'étant qu'une pure construction intellectuelle, autoriser ou admettre leur existence formelle ne nous dit pas qu'une telle entité est effectivement réalisée, implémentée, dans la Nature. Qu'en est-il donc de l'infini en physique ? Les sciences physiques sont fondées sur une modélisation mathématique du réel : au réel, on substitue des objets mathématiques dont le comportement va être régi par des lois mathématiques, comme des équations. Et il est rare que celles-ci s'accommodent facilement de quantités infinies, aussi l'infini est-il considéré comme n'ayant pas sa place en physique, et que, si un résultat amène à un infini, c'est le signe que le modèle sous-jacent et donc la théorie utilisée sont inadéquats. Un des exemples les plus connus est celui des trous noirs : quand un trou noir se forme, tout se passe comme si la matière qui le compose s'agglutinait en un point de taille nulle et de densité infinie. Cela signifie-t-il que de tels objets ne sauraient exister ? Non, mais plutôt que les lois physiques que nous utilisons pour les décrire ne sont pas appropriées et doivent donc, selon toute vraisemblance, être remplacées par une autre théorie. Ainsi, les trous noirs existent plus que probablement, mais on ne sait pas comment s'agence en leur sein la matière qui les a formés.

Mais il est une grandeur qui, elle, semble autorisée à pouvoir prendre des valeurs infinies : c'est la taille de l'espace. En effet, rien dans les équations qui régissent la structure et l'évolution de l'espace à grande échelle ne fait explicitement intervenir la taille physique réelle de l'espace, celle-ci peut donc être infinie. Mais est-ce vraiment le cas ?

C'est une question à laquelle il risque d'être difficile de répondre car, que l'Univers soit fini ou non, nous savons avec certitude qu'il s'est écoulé une durée finie depuis le Big Bang, entre 13,5 et 14 milliards d'années. Or, si le Big Bang n'est pas forcément l'acte de naissance de l'Univers (c'est une phase dense et chaude, avant laquelle l'Univers aurait pu déjà pré-exister, *via* une phase de contraction, par exemple), c'est une époque très dense où la lumière ne peut se propager. La lumière que nous captions aujourd'hui ne peut donc avoir voyagé en ligne droite plus longtemps que l'intervalle de temps qui nous sépare du Big Bang : l'Univers *observable* est irrémédiablement d'extension finie. Ce que les observations nous révèlent, c'est que l'Univers a la même apparence dans toutes les directions. Il ne possède donc pas de « bord » visible, mais cela ne nous renseigne guère : cela ne nous dit rien de plus que le fait que l'espace est plus grand que ce que l'on en voit. Savoir s'il est d'extension finie ou non n'est donc plus une proposition testable par l'observation. La théorie peut-elle voler au secours de l'astronome ? Un jour peut-être, mais pas encore. Pour expliquer que la matière soit aussi uniformément distribuée dans l'Univers, les scientifiques sont obligés d'envisager que celui-ci ait connu une phase d'expansion fantastiquement violente lors du Big Bang, l'inflation cosmique, qui aurait éloigné des régions initialement très proches d'un facteur absolument gigantesque. Cette hypothèse de l'inflation, qui est pour l'heure compatible avec toutes les observations cosmologiques, relègue la question de l'extension de l'Univers au rang de chimère : même si l'Univers est d'extension finie, il est probablement inimaginablement plus grand que la portion, pourtant déjà très grande, que nous voyons (une taille d'environ un million de milliards de milliards de km de diamètre, tout de même...).

La messe n'est peut-être pas dite. À l'instar des centres des trous noirs, les lois physiques que nous connaissons deviennent inopérantes aux densités *a priori* arbitrairement grandes qui peuvent exister avant l'inflation. Il faut donc les remplacer par une autre théorie, plus complète mais aussi plus complexe, au point que personne ne connaît sa formulation exacte. Rien n'interdit aujourd'hui de penser que cette théorie encore à venir puisse un jour être en mesure de nous expliquer que l'Univers a une extension finie, ou au contraire doit nécessairement être infini. Mais à cette éventuelle certitude théorique ne pourra, en tout état de cause, jamais s'ajouter celle de l'observation directe.

Alain Riazuelo
chargé de recherche CNRS à l'institut d'astrophysique de Paris

Le Kevlar, une fibre aux mille vertus

La société américaine Du Pont de Nemours, spécialisée dans la fabrication des produits chimiques, met au point, dans les années 1960, le kevlar, une fibre synthétique très résistante. Son utilisation d'abord réservée aux militaires se développe ensuite dans de nombreux secteurs industriels.

Une découverte fortuite

En 1965, Stéphanie Kwolek travaille pour la société Du Pont de Nemours sur la mise au point de nouvelles fibres à partir de particules de polymères pour la fabrication de textiles légers et de fibres capables de remplacer l'acier des structures des pneumatiques. Cette société s'est en effet spécialisée dans la fabrication de nouveaux matériaux comme le Nylon, commercialisé en 1938. Stéphanie Kwolek se concentre sur un polymère de la famille des aramides mais elle effectue une mauvaise manipulation qui conduit à extraire une nouvelle fibre synthétique résistante et préformante, qu'elle nomme Kevlar. En 1971, le Kevlar est produit en série.

Des propriétés extraordinaires

Cette nouvelle fibre est plus dure que toutes les autres, qu'elles soient naturelles ou synthétiques. Sa composition chimique lui confère en effet à la fois une très grande solidité et une faible élasticité. Elle est incombustible et cinq fois plus solide que l'acier. Ainsi, elle offre une forte résistance à la traction, à la dilation thermique (qui est quasi nulle) tout en absorbant les vibrations et les chocs. Enfin, sa composition chimique la protège des agressions des composants du carburant.

À l'inverse, le Kevlar résiste mal aux ultra-violets (UV) et à l'humidité. De plus, son usinage nécessite un savoir-faire particulier qui rend parfois difficile la confection des pièces.



Une utilisation initiale militaire

Cette matière trouve son premier débouché industriel dans le domaine militaire. En effet, tirant les leçons de la guerre du Vietnam, l'armée américaine développe le *Personel Armor System for Ground Troops* (PASGT), un

ensemble d'équipements destinés à la protection du fantassin. Cette nouvelle dotation comprend la fabrication de nouveaux casques et d'un gilet pare-balles. En 1975, le casque PASGT remplace le mythique casque en acier qui équipait les soldats américains depuis 1941.

Cette nouvelle coiffe, qui rappelle la forme d'un casque allemand de la seconde guerre mondiale, est une coque composée de 29 couches de Kevlar renforcées par une résine. Pour compenser la fragilité du Kevlar en milieu humide et lors des de l'exposition aux UV, le casque est recouvert d'un tissu vert ou sable selon le théâtre des opérations. Le gilet pare-balles pour sa part est composé de plaques de Kevlar cousues dans des matériaux étanches et légers.

Les avions de combat furtifs modernes comme le *F-22 Raptor* sont aussi recouverts de cette matière qui ne renvoie pas les ondes des radars.

Un produit de haute résistance

Le développement de la chimie permet d'intégrer les fibres de Kevlar tissées avec d'autres matériaux pour former de nouveaux composites résistants et légers. Son usage s'étend alors à de multiples usages industriels. L'industrie aéronautique utilise ainsi le Kevlar pour fabriquer des parties d'ailes et des cockpits. Le Kevlar protège aussi la station spatiale orbitale des impacts des débris spatiaux. Dans le domaine sportif, du Kevlar est employé pour fabriquer le cadre des raquettes de tennis, les coques des voitures de course ou les voiles des bateaux engagés dans des régates comme la coupe de l'America. Enfin les vêtements qui assurent la protection de certains professionnels, sont confectionnés avec cette fibre. On retrouve ainsi du Kevlar dans les vêtements des bûcherons, des pompiers, ou bien dans des gants de protection pour les bouchers.



Sous la haute direction de Christophe de Dreuille, directeur de programmes, Airbus Defence and Space

Adjudant-chef Jean-Paul Talimi
rédacteur au CERPA

Le comité pédagogique

sous le patronage du général d'armée aérienne André Lanata,
chef d'état-major de l'armée de l'air

Général de brigade aérienne Guillaume Letalenet,
directeur du Centre études, réserves et partenariats de l'Armée de l'air.

Jean-Marc Albert, *professeur d'histoire de première supérieure.*

Amélie Blanckaert, *présidente de Coup de plume.*

Jean-Yves Daniel, *inspecteur général de l'Éducation nationale.*

Christophe de Dreuille, *directeur de programmes, Airbus Defence and Space.*

Denise Flouzat, *recteur d'académie, professeur des universités
et ancien membre du conseil de la politique monétaire de la Banque de France.*

Odile Fuchs-Taugourdeau, *magistrate,
présidente de chambre à la cour administrative de Paris.*

Patrick-Louis Hubert,
juge à la Cour d'arbitrage international.

Lieutenant-colonel Jérôme de Lespinois, *chercheur à l'IRSEM.*

Patrick Meneghetti, *avocat.*

Emmanuel Nal, *maître de conférences en philosophie à l'université de Mulhouse.*

François Pernot, *professeur des Universités en histoire moderne.*

Claude Ribbe, *écrivain.*

Hélène Sirven, *maître de conférences en architecture et arts appliqués à l'université Panthéon-Sorbonne.*

Hervé Théry, *professeur agrégé de géographie et spécialiste du Brésil.*

Michèle Thonnet, *directrice des programmes santé en ligne européens et internationaux au ministère
des Affaires sociales et de la Santé.*

Anne Vial-Logeay, *maître de conférences en lettres anciennes à l'université de Rouen.*

Marie-Catherine Villatoux, *docteur et agrégée en histoire, enseignant-chercheur au Centre
de recherche de l'armée de l'air (CREA).*

Colonel Gilles Villenave, *commandant du Centre d'enseignement militaire supérieur air.*

Igor Yakoubovitch, *agrégé de lettres classiques, docteur en langues et littératures anciennes.*

Jean-Pierre Zarader, *agrégé de philosophie.*